LE ROI, POURQUOI PAS ? NUMÉRO SPÉCIAL AOÛT 2011

L'ACTION FRANÇAISE

4 € I N° 2822 I 65° année I Du 4 au 31 août 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net



La monarchie, une nécessité

Prochain numéro Is jeudi 1º septembre | Apaey

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE
L'or bat des records :
inaltérable métal jaune p. 2
✓ POLITIQUE
Borloo & Cie :
la farce centrifuge p. 4
✓ SOCIÉTÉ
Décolonisation et immigration :
intégrer dans une Europe
atomiséep. 5
Les vacances,
une affaire d'Étatp. 6
✓ MONDE
Luxembourg :
une monarchie en danger p. 7
Belgique : le roi a parlé p. 7
Norvège : les larmes du roi p. 8
Restaurer les monarchies
en Orient p. 8
Le désenchantement arabe p. 9
✓ ARTS & LETTRES
Islande:
un polar identitaire ? p. 10
Des livres pour
ne pas bronzer idiot p. 11
✓ HISTOIRE
La monarchie iranienne,
un cas d'école p. 12
Jacques Bainville,
un cosmopolite français p. 16 ✓ IDÉES
Souverainisme et monarchie p. 13
✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
Le 14 juillet 1790,
une fête royale! p. 14

M 01093 - 2822 - F: 4,00 €

et le nationalisme intégral p. 14

Parade pour une infante

IL EXISTE des espaces vraiment oubliés, où pourtant se joua le sort du monde. Ainsi, l'île des Faisans, sur la Bidassoa, près d'Hendaye, n'est pas, je vous le concède, une destination en mesure de rivaliser avec la côte basque toute proche. Je lui rends le plus mauvais service en évoquant la vase à marée basse, quelques miasmes putrides et des rats de rivière qui l'environnent.

Une personne un peu "espritée" balayera ces mesquines considérations. Si vous passez entre France et Espagne ce mois d'août, arrêtez-vous sur le pont interna-

tional qui vous mène à Fontarrabie. Là, sur votre droite, il existe encore un îlot de 2 000 m², au milieu du petit fleuve de la Bidassoa. Ce dépôt d'alluvions aurait sans doute disparu si on n'avait pas pris la précaution de l'entourer de palissades de bois et de pierre. Car ce fut là que s'échangèrent en 1615 Élisabeth de France, future épouse de Philippe IV d'Espagne, et Anne d'Autriche, promise à Louis XIII. Car ce fut là en 1659 que Mazarin et Don Luis de Haro négocièrent la paix des Pyrénées. On parlera alors de l'île de la Conférence ou d'Isola della Pace alors que les Basques, eux, la désignaient comme la Grande Île, Insura Haundia. Un an plus tard, Louis XIV y rencontra Marie-Thérèse avant que de l'épouser à Saint-Jean de Luz, scellant à nouveau symboli-

quement, sur cette île, l'amitié franco-espagnole. À chaque événement, deux ponts de bateaux étaient dressés sur chaque rive. L'île disparaissait sous les decorations, peintures, tapisseries ephemères et qui ornaient la tente centrale. Aussi, pour la paix des Pyrénées, c'est Vélasquez qui s'en chargea. En 1861, on y dressa un monument commémoratif. C'est à présent le plus petit condominium du monde, géré six mois par la France, six mois par l'Espagne. Deux vice-rois, toujours anciens officiers de marine, commandent par alternance ce bout de terre -Pierre Loti fut l'un de ces vices-rois. Vous conviendrez donc de la nécessité de s'attarder devant l'île des Faisans que tout le monde ignore aujourd'hui. 🗆

Marc Savina

□ OR ET DOLLAR

Inaltérable métal jaune

Quarante ans après que la parité dollar-or eut volé en éclats, le billet vert demeure une monnaie de référence, mais il se trouve dévalué de fait, confortant l'attractivité du métal jaune.

l y aura bientôt quarante ans, le président Richard Nixon mettait fin à la parité dollar-or convenue en 1944 à Bretton-Woods, localité du New Hampshire. Du même coup étaient pratiquement enterrés les accords éponymes censés établir un ordre monétaire international, même si l'illusion d'une possible restauration du système dura jusqu'en 1976. L'histoire ne se répète pas. Il n'empêche, les difficultés budgétaires de l'administration Obama découlent pour partie d'une gestion désinvolte du billet vert. Pendant ce temps, l'or prend sa revanche.

Le coup de Nixon

La décision de Richard Nixon, le 15 août 1971, résultait d'une situation devenue intenable pour les États-Unis depuis une dizaine d'années quand, pour soutenir la parité prévue initialement de 35 dollars pour une once, il avait fallu créer le London Gold Pool rassemblant huit nations: Royaume-Uni, France, États-Unis, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Suisse. L'objectif de ce pool était d'intervenir sur le marché par des ventes ou des achats d'or afin de maintenir la parité du dollar par rapport au métal jaune. Le système rencontra ses limites lorsque la Suisse puis la France réclamèrent aux États-Unis l'or correspondant aux dollars accumulés; l'administration Nixon obtempéra avant de "suspendre" unilatéralement la convertibilité or du dollar US.

À partir de ce moment-là, les États-Unis purent créer de la monnaie - et une monnaie de référence - à volonté. Devant cette profusion de dollars dont la valeur est problématique, « la seule parade pour une autre devise consiste à lier son sort à celui du dollar », note l'économiste et anthropologue Paul Jorion, qui pré-



Les cours de l'or battent des records

cise: « C'est ce qu'a fait la Chine avec le yuan. En réponse, les Américains se sont braqués sur la valeur de celui-ci. »

Politiques de change

Depuis la rupture effective du lien dollar-or, les pays peuvent en principe choisir toute politique de change qu'ils souhaitent ; le choix va des changes purement flottants, le marché faisant la décision, aux changes fixes (par rapport à une devise ou un panier de plusieurs devises). C'est ce que certains économistes appellent un système d'"anarchie limitée".

À ce stade, le Fonds monétaire international trouve une nouvelle utilité. Fondé en 1945 en application des accords de Bretton-Woods, afin de régir le fonctionnement d'un système monétaire promis à l'impasse, le FMI assure désormais la surveillance des politiques de change et suit l'évolution des situations économiques des pays membres, et pas seulement des pays emprunteurs, auxquels il soumet chaque année ses évaluations et recommandations. À quoi s'ajoute un rôle beaucoup plus connu qui consiste à gérer l'octroi de crédits aux pays en difficulté, en y mettant évidemment des conditions qui peuvent parfois paraître exorbitantes. Manifestement, le système de surveillance du FMI ne fonctionne pas toujours de manière optimale. Pas plus que la Commission européenne, l'organisme naguère dirigé par Dominique Strauss-Kahn n'a vu venir la crise grecque et toutes les autres qui s'en sont ensuivies. D'où un manque de confiance dans l'institutionnel et le repli des investisseurs, comme des épargnants lambda, sur des valeurs réputées sûres, les matières premières et singulièrement

l'or. Valeur refuge par excellence en temps de crise, le métal jaune n'a d'ailleurs pas épuisé son potentiel haussier - du moins s'il faut en croire les analystes financiers. De fait, l'or a depuis longtemps dépassé les 35 dollars l'once fixés arbitrairement à Bretton-Woods. Valant 250 dollars l'once il y a encore dix ans, il atteint aujourd'hui les 1 500 dollars. Au risque d'une bulle, que les spécialistes jugent toutefois peu probable dans un avenir prévisible. En raison de la détérioration de la situation budgétaire de la plupart des pays occidentaux, à commencer par les États-Unis, et de l'assouplissement des politiques monétaires, l'or semble être (re)devenu la monnaie ultime pouvant faire office d'assurance-risque, non seulement pour les particuliers mais aussi pour les gouvernements.

Reconstitution des stocks

Alors que, ces dernières décennies, les banques centrales occidentales avaient vendu une partie de leurs stocks d'or, un mouvement inverse se dessine, accentué par les pays émergents à forte croissance et qui, dans la conjoncture présente, découvrent les avantages du métal jaune. Après avoir jeté leur dévolu sur les bons du Trésor américains, les pays émergents s'alarment des embarras washingtoniens et de la dévaluation de fait du dollar. Pour se prémunir contre les risques de change, les banques centrales de ces pays se sont mises à accroître sensiblement leurs réserves d'or. Cela étant, rien n'est définitivement acquis. La hausse de l'or a été soutenue notamment par le bas niveau des taux d'intérêt. Quand la Fed états-unienne réorientera sa politique, à l'instar de la Banque centrale européenne, le prix du métal précieux devrait se stabiliser. Lingots ou monnaie scripturale, les investisseurs n'ont pas la tâche facile... Restent, outre les matières premières classiques, les terres rares, mais 95 % des réserves de ces terres miraculeuses (pour les nouvelles technologies) sont détenues par la Chine. Une chose est sûre, la richesse ne se calcule plus en dollars. ■

Guy C. Menusier

» NOUVEAU MCDO

Présent en France depuis bientôt trente ans, McDonald's se lance enfin dans la baguette. Dès la rentrée, ses restaurants proposeront des petits déjeuners "a la française", annonce Le Figaro. L'année prochaine, des sandwichs devraient être ajoutés également à la carte hexagonale. La chaîne de fast food se devrait d'« ajuster constamment les produits vendus en fonction des cultures nationales », comme le remarquait la sociologue américaine Saskia Sassen dans un Atlas des mondialisations (coédition La Vie & Le Monde, 2010-2011). Nouvelle illustration des paradoxes accompagnant l'édification du "village global".

» PRIX CONTRÔLÉS

Signe des temps, les responsables politiques revendiquent une immixtion croissante dans le contrôle des prix. Ainsi Ségolène Royal a-t-elle proposé « le blocage des prix de cinquante produits de première nécessité ». Quoique moins ambitieuse, la majorité n'est pas en reste. Tandis que le gouvernement prétend surveiller les répercussions à la pompe des fluctuations du baril de pétrole, Christian Estrosi a déposé une proposition de loi censée plafonner les marges des grands distributeurs - dont l'ampleur est d'ailleurs sujette à controverse. Reste à traduire en actes ces velléités dirigistes. « En réalité, cette mesure [....] est quasiment inapplicable, tant elle remettrait en cause la concurrence et les négociations entre distributeurs », jugent, sans surprise, nos confrères de La Tribune.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél.: 01 40 39 92 06 - Fax: 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†) Directeur de la publication : M.G. Pujo Rédacteur en chef : Michel Fromentoux Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique :

François Marcilhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin Aristide Leucate, , Marc Savina

Société: Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menusier

Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier

Monde: Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres: Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler

Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac Abonnements, publicité, promotion :

CRISE

Sur le front de l'euro

Un nouveau répit vient d'être arraché aux marchés en faveur de la Grèce, mais la crise perdure.

LES CHEFS D'ÉTAT ou de gouvernement de la zone euro l'ont répété à l'issue du sommet du 21 juillet : ils sont « résolus à faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la stabilité financière de la zone euro ». Leur accord s'inscrit, nous semble-t-il, dans la continuité des précédents. En résumé : la France, l'Allemagne et leurs partenaires repassent à la caisse. Mais, cette fois-ci, les prêts accordés à la Grèce le sont à des conditions plus favorables. Aussi s'agit-il « d'un transfert de richesses et d'une vraie solidarité entre contribuables européens », selon Dominique Seux, le rédacteur en chef des Échos, à nos yeux trop enthousiaste.

Alors que les banques sont mises à contribution, l'imminence d'un défaut partiel et temporaire de la Grèce n'est plus contestée, sans susciter d'inquiétude. « La réduction des taux d'intérêt et l'allongement des maturités de la dette offrent potentiellement à la Grèce l'opportunité de retrouver la solvabilité, malgré les défis gigantesques auxquels elle est confrontée », souligne David Riley, responsable de la notation des États chez Fitch, cité par La Tribune.

Verre à moitié plein...

Une décision du sommet porte sur le Fonds européen de stabilité financière (FESF), habilité, notamment, à intervenir sur le marché secondaire de la dette. Ce faisant, il se substituera à la BCE dont la crédibilité - voire la solvabilité - ont été fragilisés par ses rachats de titres obligataires. De part et d'autre du Rhin, on a présenté cette innovation sous un jour différent : « c'est un véritable Fonds mo-

nétaire européen que nous avons l'ambition de construire », proclame le président de la République ; de son côté, le chancelier allemand souligne que l'intervention du FESF requerra le feu vert de la BCE ainsi que l'accord unanime des dix-sept États membres de la zone euro. À condition, bien sûr, que l'accord ait été préalablement ratifié par chacune des parties... À cet effet, le gouvernement a d'ores et déjà convoqué une session extraordinaire du Parlement en septembre.

Pour la Grèce, la priorité n'en demeure pas moins de redresser sa compétitivité. Ses investissements bénéficieront d'un assouplissement des règles d'octroi des fonds structurels européens. Pas de quoi bouleverser la donne. D'où la tentation de dévaluer, quitte à sortir de l'union monétaire. Une opération délicate, puisqu'il faudrait convaincre tout un chacun d'échanger ses euros contre des drachmes promis à une moindre valeur... Athènes parviendra-t-il à résoudre la quadrature du cercle ? ■ G.D.

Préserver l'héritage, en attendant le roi

lors que les juilletistes étaient condamnés depuis trois semaines à grelotter sur les plages Puis trois semantes a g. clear.

entre deux averses, l'actualité internationale, qui s'est imposée avec son lot de cadavres, est venue leur rappeler que la trêve estivale est une invention journalistique. À l'heure où ces lignes, qui devront durer un mois, seront lues, tout ou presque aura été dit sur un carnage commis par un détraqué en Norvège et on sera certainement passé à autre chose. En revanche, on ne saurait trop dénoncer son exploitation politicienne en France par des media et des partis politiques également peu scrupuleux, car cette exploitation révèle une attitude de fond qui dépasse l'événement immédiat pour préfigurer une dérive dont le débat politique pourrait faire les frais l'an prochain.

Nous avons été les premiers, sur le blog de l'AF 1, à nous interroger sur le risque que la double tuerie norvégienne pourrait faire courir à la liberté d'expression en France à titre de dommage collatéral. Les *media* officiels, écrits et audiovisuels, se sont immédiatement plu à dénoncer, dans un discours à usage national, la responsabilité d'une "extrême droite" européenne en pleine phase ascendante, qui demeure un ennemi d'autant plus aisé à dénoncer qu'il est difficile d'en délimiter les contours. Le Parti socialiste, dans le sillage du MRAP, a même demandé la dissolution de la pâlotte Droite populaire, laquelle, de l'aveu même des députés qui la composent, ne constitue qu'une mouvance informelle interne à l'UMP, destinée à rafler des voix à la droite nationale tout en rentrant dans le rang au premier coup de sifflet. Quant à la presse officielle, qui, de Libération au Figaro en passant Le Monde, ou, pour les "niouzes", de Marianne à L'Express, en passant par Le Point ou Le Nouvel Obs, couvre le champ électoral de l'UMPS, elle a été unanime à présenter le tueur fou comme un dangereux « extrémiste », c'est-à-dire comme le militant d'une cause politique. Les communistes psychiatrisaient l'opposition politique, les media militants du mondialisme politisent la folie meurtrière : la démarche est la même, qui vise, dans une logique totalitaire, à discréditer toute opposition au discours politiquement correct.

Assurément, certains intellectuels d'ordinaire mieux inspirés (Laurent Ozon, Dominique Venner) ont accrédité, on veut le croire à l'insu de leur plein gré, cette lecture abusivement "politique" de l'événement, alors même que l'immigration incon-

trôlée et le multiculturalisme ne sauraient être les causes d'un acte de folie meurtrière qui a pour seule explication la logique aberrante du déséquilibré lui-même. Prendre pour prétexte un fait objectif ne saurait transformer celui-ci en cause objective! Mais aucune faute de raisonnement de la part de commentateurs pressés tombant dans le piège de leurs adversaires ne saurait justifier ceux qui, à droite comme à gauche, cherchent à hypothéquer le débat national en transformant le double refus de l'immigration incontrôlée et du multiculturalisme en autant d'idées tueuses. L'arsenal juridique qui bride la liberté d'expression est en France déjà suffisamment impressionnant pour qu'on ne dénonce pas toute tentative, pour l'heure seulement médiatique, de présenter des options politiques comme étant a priori criminelles. Or, à quelques mois de la présidentielle, c'est bien le piège dans lequel le système politico-médiatique voudrait enfermer la dynamique nationale apparue lors des élections cantonales.

Le véritable enjeu de 2012

Car le véritable enjeu de 2012 ne se situera pas entre une droite et une gauche également européistes et mondialistes, puisque leurs tenants (rejoints par des "identitaires" qui ne croient plus en la France) sont d'accord sur l'essentiel : l'effacement des nations au profit de logiques supranationales. Il se jouera entre ceux qui pensent que les nations et les peuples ont encore un rôle à jouer dans l'histoire de l'humanité et ceux qui veulent leur dissolution. La bataille médiatique en vue de criminaliser toute opposition à l'immigration incontrôlée et au multiculturalisme est à cet égard essentielle. Avant d'être économique ou financière, elle est d'ordre culturel et politique.

Le multiculturalisme au pays des Bisounours : telle fut la description volontairement mensongère faite par des *media* complaisants de la situation norvégienne, au lendemain du double carnage, des *media* pourtant incapables d'expliquer pourquoi, dans ces conditions, le deuxième parti du pays est un méchant parti populiste. Maurras aimait à répéter, pour dénoncer la mauvaise foi de ses adversaires, que le papier souffre tout : il a tout souffert, ces jours derniers, et souffrira tout dans les mois qui viennent. Nous devrons donc être particulièrement vigilants à la pertinence et à la qualité des argu-

ments que nous opposerons aux adversaires de l'indépendance nationale et de la liberté du peuple français : s'il convient toujours de dénoncer la République pour ses effets mortifères, il s'agira avant tout de repérer les faux-semblants et les attitudes mensongères, alors que les postulants à la présidence de la république auront passé l'été (du côté du PS) à chercher des voix pour gagner les primaires ou, au contraire, (du côté du château) à se faire oublier pour présenter un nouveau visage aux Français en septembre.

Jouer au président

En effet si on en croit Le Figaro du 1er août, « à la rentrée, Sarkozy sera plus que jamais président et non candidat », c'est-à-dire qu'il sera d'autant plus candidat qu'il jouera au président. « De ce point de vue, ajoute le journaliste servile qui ne se rend pas compte de l'obscénité du propos, l'hommage rendu aux soldats morts en Afghanistan, le 19 juillet dernier, est considéré à l'Élysée comme un modèle du genre. Dans la cour d'honneur des Invalides, sous une pluie battante, le président "avait l'air et la manière", résume un conseiller, enchanté. » Est-il besoin d'insister sur l'ignominie de la situation ? Et de la comparer aux larmes, vraies, du roi de Norvège, lors de l'hommage national rendu aux victimes du tueur fou ?

Telle est la vérité de "notre" république. Et ce sont ces politiciens et ces media d'un régime qui dévalue tout ce qu'il touche, jusqu'à l'hommage national rendu à des "morts pour la France" en présence des familles, qui osent donner des leçons de morale politique aux patriotes et veulent interdire le débat sur les plus graves questions de société ou sur l'avenir même d'une nation dont ils veulent finir d'hypothéquer la souveraineté, par exemple en faisant adopter à la rentrée dans la constitution une "règle d'or" budgétaire qui compléterait notre asservissement aux diktats des marchés (ou plus simplement à ceux de Berlin)! Il conviendra, l'an prochain, de privilégier tout compromis national permettant de sauver l'essentiel : à quoi bon, en effet, combattre pour l'héritier s'il n'y a plus d'héritage à lui transmettre ? 🗆

François Marcilhac

1 - « La liberté d'expression, victime collatérale du double carnage d'Oslo ? » www.actionfrancaise.net

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

La monarchie, une chance face aux événements actuels

VOUS TROUVEREZ dans ce numéro spécial du mois d'août, traditionnellement consacré à la monarchie, une série d'articles sur :
✓ les bienfaits de la monarchie en Belgique, en Norvège, au Maroc, l'importance de la fonction arbitrale du roi, garant de l'unité de la nation,

✓ le regain d'intérêt pour les institutions monarchiques, un antidote des déstabilisations actuelles au Proche-Orient,

✓ une réflexion nationaliste conduisant à la nécessité de la monarchie, l'institution la plus apte à servir le bien commun,

✓ le danger au Luxembourg d'une soidisant "modernisation" des institutions conduisant à la réduction du rôle du grand-duc régnant,

✓ le 14 juillet 1790, une fête royale,
✓ l'Iran, un cas d'école.

En France:

√ le ras-le-bol de la présidentielle permanente,

 \checkmark la course à la présidentielle avec une pléthore de candidats du centre.

Voilà un numéro qui devrait intéresser beaucoup de monde.

Pour nous permettre de continuer notre action, aidez-nous en participant à la souscription : un billet pris sur vos dépenses de

vacances pour nous aider à faire connaître le journal et à diffuser nos idées serait le bienvenu. C'est à la portée de tous. Diffusez ce numéro autour de vous en nous commandant des exemplaires (4 ex. $10 \in$, 6 ex. $15 \in$, $10 ex. <math>25 \in$ franco).

Merci d'avance.

Marielle Pujo

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à L'Action Française 2000, 10 rue Croixdes-Petits-Champs, 75001 Paris.



Liste n° 10

Virements réguliers: M^{lle} Annie Paul, 15,24; M^{me} du Plessis Argentré, 25.

« Soutien à l'AF de tout cœur », M^{lle} Renée Raufast, 300 ; « Soutien à l'AF », Robert Thomas, 50 ; vente de livres d'occasion, 205 ; Jean-Pierre Lopez, 6 ; M^{lle} Mazartz, 4. Total de cette liste 605,24 € Listes précédentes 5 445,48 €

Total

6 050,72 €

□ COURSE PRÉSIDENTIELLE

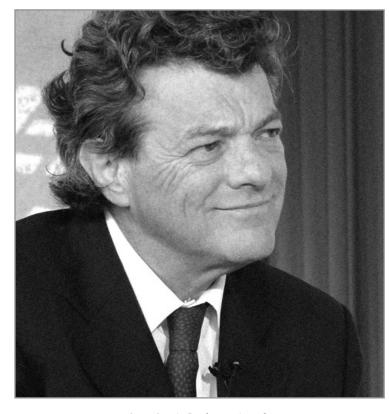
La farce centrifuge

Au centre de l'échiquier politique, François Bayrou, Jean-Louis Borloo, Hervé Morin et Dominique de Villepin jouent des coudes. Mais sous la Ve République, ils auront du mal à percer.

ès la rentrée de septembre, en attendant la trêve des confiseurs de fin d'année, qui ouvrira le feu de la compétition présidentielle de 2012, les partis politiques vont redoubler en ratiocinations tactiques et stratégiques et autres élucubrations prédictives. Tous les régimes ont leurs rituels. Le nôtre ne fait évidemment pas exception. Parmi les grands prêtres, les *leaders* de partis, de grands-messes lyriques en confessions télévisuelles, se livrent à l'habituelle surenchère des clercs (au sens premier du terme) qui se mue, une fois les échéances passées, en inévitable trahison des promesses non tenues.

La loi du milieu

La campagne n'a cependant pas encore commencée que, déjà, les egos centristes se pavanent comme des paons et frottent leurs miroirs aux alouettes. C'est à celui qui brillera le plus dans la vacuité conceptuelle, le robinet d'eau tiède idéologique et la langue de coton. D'abord, le centre, combien de divisions ? À elle seule, selon la théorie des cercles concentriques, cette nébuleuse constitue un microcosme de l'échiquier politique. Ainsi, à l'extrême centre-gauche, François Bayrou, UDF canal hystérique, courrant toujours après un "grand centre" balladuro-deloriste, se pose en MoDem de vertu républicaine, distribuant les claques comme les mauvais points. Puis vous avez le "centre-vert", représenté par Jean-Louis Borloo qui surfe sur un gaullo-radicalisme alternatif, comme le courant du même nom. Hervé Morin, suprêmement nullissime, essaye d'exister comme alternative au précédent. L'homme du Château si peu brillant (Chirac se souvient encore de son judicieux conseil de dissolution de la chambre basse en 1997), Dominique de Villepin, quant à lui, se voit rien moins qu'en successeur du général De Gaulle. Mais si celui-ci semblait quelque peu allergique à une immigration dont il redoutait qu'elle ne transformât Colombeyles-Deux Eglises en « Colombeyles-Deux-Mosquées », celui-là semble, au contraire, parfaitement à l'aise au milieu des youyous, djellabas et autres exhalaisons de semoules épicées. Enfin, à l'extrême centre-droit, subsiste une improbable mais authentique pièce de musée issue de la IV^e République, le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), dont Antoine Pinay fut l'un des membres influents. Actuellement présidé par le député-maire de Chollet, Gilles Bourdouleix, il vient de rejoindre l'Alliance républicaine, écologiste et sociale (ouf !), elle-même agrégeant les radicaux valoisiens de



Jean-Louis Borloo qui surfe sur un gaullo-radicalisme alternatif

Borloo, le Nouveau Centre d'Hervé Morin, la Gauche moderne de l'ancien ministre ex-socialiste, Jean-Marie Bockel et la Convention démocrate du chouan déchu Hervé de Charrette. Bref, zéro partout, la balle au centre! En mathématique, on appelle cela la loi du milieu.

C'est qu'au centre, les premiers rôles sont nombreux et les outsiders plutôt rares pour remporter le trône élyséen. Seul Bayrou, qui avait atteint 18,5 % à la présidentielle de 2007, pourrait espérer réitérer, sinon un résultat similaire (à cause, précisément, de la concurrence centrifuge), du moins honorable. Reste, toutefois, que les idées du centre sont également partagées par le Parti socialiste et l'UMP, ce qui rend proprement inutile la présence de leurs porte-drapeaux. La "nouvelle société" de Chaban-Delmas et Delors s'est concrétisée avec et sous

Giscard et sa "société libérale avancée". L'avortement, le jeunisme électoral (par abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans), le regroupement familial, pour ne citer que les plus archétypiques, sont autant de jalons qui allaient respectivement conduire la gauche à se couper du peuple et la droite à se couper de la France.

Au centre de nulle part

Il faut remonter au début des années quatre-vingt et au bradage idéologique du gaullisme (et des valeurs de "droite" qui semblaient lui être attachées) par Chirac et son ralliement opportuniste et décomplexé à l'européisme et à la social-démocratie. Il suffisait alors à la gauche d'enfoncer le clou, d'une part, en paralysant les velléités d'alliance de la droite avec le Front national, d'autre part, en

aggravant la déliquescence de l'État par son libertarisme moral, son immigrationnisme social et son européo-mondialisme politique et économique. Aujourd'hui, le "centre" est polycentré. Ses multiples chapelles font qu'il se trouve à peu près partout. Son mitage est d'ailleurs et paradoxalement sa seule force. Il divise la droite parlementeuse au risque de la faire perdre et fragilise une gauche modérée déjà menacée sur ses extrêmes. Dès lors, les centristes n'ont d'autre choix que d'aller à la soupe ou trahir. C'est leur unique mais remarquable constante : la fidélité à leurs mesquines ambitions personnelles. Ces « crapauds du marais », selon la cruelle formule de leurs ennemis d'alors, les sanguinaires Montagnards, n'ont rien perdu de leur indétermination de ventres mous toujours entre deux eaux, affectionnant l'innocuité des bavardages stériles à l'efficacité de l'action.

Partout et nulle part

En outre, le "centre" est aussi tellement partout, que la gauche et la droite ne sont, quant à elles, plus nulle part. Rien ne distingue sensiblement Bayrou d'un Hollande ou Morin d'un Borloo. Le social-libéralisme des pays du Nord de l'Europe et son esprit parpaillot ont désormais conquis les mentalités latines. Le "socialisme à la suédoise", envié par Giscard dans les années soixante-dix, est devenue la référence obligée d'une Ségolène Royal qui en vante les incommensurables mérites à longueur de radios et de télévisions. Finalement, si leurs idées ont triomphé, les centristes, eux, ont perdu. Faiseurs incontestés de gouvernements sous les IIIe (où le Parti radical était tout-puissant) et IVe, rompus qu'ils étaient aux savantes combinaisons politiciennes et à l'équilibrisme des alliances précaires, les centristes de la Ve République sont incapables de rassembler (sauf de façon occasionnelle et évanescente) au-delà de leurs groupuscules. L'explication tient dans la désignation du chef de l'État au suffrage universel direct, procédure inconnue sous les républiques antérieures. Allons, Messieurs, encore quelques efforts et vous serez royalistes! ■

> Aristide Leucate aleucate@yahoo.fr



EXPOSITION

Pompidou en archives

LES ARCHIVES nationales sont en ébullition depuis des semaines. Elles s'opposent à l'établissement de la "Maison de l'histoire de France" à l'hôtel de Soubise. Elle n'ont rien contre le projet en soi, mais pas dans les lieux qu'elles occupent depuis deux cent vingt ans. Le bras de fer avec l'Élysée persiste. En attendant, elles organisent des expositions qui retiennent l'attention.

Après celle d'un grand intérêt sur l'histoire des Templiers, voici jusqu'à fin août une illustration de la vie de Georges Pompidou, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance. Des années de khâgne où il eut pour compagnon de thurne Léopold Sédar Senghor, à celles où il fut le Premier ministre du général De Gaulle avant de devenir son successeur, nombre de lettres, documents, photographies, illustrations sonores retracent son parcours. Celui d'un grand commis de l'État avant d'être un politique, même s'il occupa les plus hautes fonctions. Ce qui n'est pas mentionné, mais demeure dans nos mémoires, c'est la grâce de Jouhaud qu'il arracha au Général. Ici, la raison d'État a dû céder le pas... \Box Ch.-H.B.

✓ Georges Pompidou 1911-2011, jusqu'au 29 août aux Archives nationales, 60 rue des Francs-Bourgeois, Paris 3e; du lundi au vendredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 14 heures à 17 h 30 ; fermée le mardi et les jours fériés ; plein tarif : 4 euros, tarif réduit : 2 euros.

ÉDUCATION

Bernard Debré contre le "gender"

Des voix s'élèvent pour dénoncer l'immixtion des gender studies dans les manuels scolaires.

NOUS AVONS MONTRÉ dans le dernier numéro de L'AF 2000 la stupidité de la théorie du "gender ". Parmi les nombreux penseurs, hommes politiques, sociologues et éducateurs, qui demandent que l'on retire cette ineptie contre nature des manuels scolaires, le professeur Bernard Debré, député de Paris, mérite une attention toute particulière. Il dénonce sur son site « la confusion des idéologues fous » : « Que viennent faire maintenant ces bavar-

la femme ne seraient différents que par l'apport sociétal ? [...] Au lieu d'affirmer la différence entre "elle" et "lui" (et les enrichissements réciproques qu'apportent ces différences), de la comprendre, tout en défendant une légitime égalité de traitement [...], voici que ces destructeurs du réel affirment qu'on devient femme ou homme selon son éducation. Quelle grave stupidité!

.....

Pseudo-féminisme

Voici un pseudo-féminisme complètement délirant. Vouloir aller contre le fait génétique et le fait phénotypique est extrêmement dangereux! Être femme totalement, être homme totalement, c'est ainsi que s'est construit le monde, c'est comme cela qu'il perdurera! On envisage maintenant de modifier les pro-

dages sur le genre, sur l'idée que l'homme et grammes scolaires pour apprendre ces théories ubuesques a nos "charmantes tetes blondes"! Ce ne sont pas des philosophes en mal de reconnaissance qui changeront le monde. L'éducation ne doit pas commencer par des mensonges. Va-t-on créer une génération de jeunes à qui l'on apprendra à nier la différence entre femme et homme ? Va-ton obliger les petites filles à se sentir hommes ou le contraire ? Ces philosophes sont débiles, pourquoi écoute-t-on de telles inepties? Ce qui me révolte c'est qu'on ait pu faire passer le message idiot et ravageur dans nos livres de classe. Je demande solennellement qu'ils soient modifiés, que la vérité soit affirmée, que l'égalité résultant de cette vérité soit proclamée! Ne rendons pas psychopathe une génération parce que des philosophes stupides ou des idéologues dérangés veulent faire parler d'eux. » ■ M.F.

□ DÉCOLONISATION & IMMIGRATION

Intégrer dans l'Europe atomisée

Dans une Europe en manque de repères collectifs, l'intégration des populations immigrées suscite une inquiétude grandissante. De part et d'autre de la Manche, sans doute a-t-on reproduit les erreurs héritées des vieux modèles coloniaux.

ans bien des cas, les flux migratoires suivent les routes des anciens empires coloniaux. Les habitants des anciennes colonies anglaises ont tendance à migrer en Angleterre, ceux des anciennes colonies françaises en France, et les lecteurs de L'AF 2000 n'ont sans doute jamais rencontré de Papous dans leur vie à moins qu'ils ne se soient déjà rendus dans certaines banlieues des Pays-Bas. Ce qui ne signifie d'ailleurs pas que ces routes soient les seules empruntées et que des États sans passé colonial ne connaissent pas comme les autres des problèmes d'intégration de populations immigrées.

Deux modèles conduisant à l'échec

Le poids de l'histoire joue aussi, dans ce domaine, à un autre niveau. Les modèles de colonisation à l'œuvre dans le passé se sont reproduits dans des modèles d'intégration, qui prennent, en gros, deux formes : l'une dite communautariste, l'autre assimilationniste. L'objet de cet article est de montrer que si l'un et l'autre modèle ont échoué à créer une véritable communauté entre métropoles et colonies, et donc à éviter l'effondrement des empires constitués, ils ne prennent ni l'un ni l'autre la voie d'un plus grand succès en termes d'intégration des populations immigrées.

Tout d'abord, il convient de remarquer que certains liens privilégiés subsistent entre anciennes métropoles et anciennes colonies. Le phénomène décrit au premier paragraphe l'atteste, ainsi que la constitution d'ensembles économiques, tels que le Commonwealth britannique ou la communauté du franc CFA, l'un et l'autre cependant de plus en plus obsolètes. En outre, même les nouveaux États les plus nationalistes et les plus désorbités de la sphère d'influence impériale, l'Égypte, l'Inde, le Pakistan vis-à-vis de l'Angleterre, l'Algérie vis-à-vis de la France, conservent (sauf l'Egypte, en l'occurrence, qui a entendu jouer un rôle prééminent dans l'affirmation d'un nouveau nationalisme arabe) l'empreinte culturelle de la métropole, par le biais de la langue. Les mêmes politiciens qui, chez nous, se sont véhémentement opposés à une reconnaissance publique des "bienfaits de la colonisation" rappellent régulièrement l'intérêt de l'ouverture sur le monde que représente la francophonie, comme si la francophonie n'était pas un bienfait de la colonisation. Mais il est vrai que cette si enviable ouverture sur le monde est surtout invoquée par eux pour ouvrir toujours plus nos



Le délabrement des "quartiers", symbole de l'échec républicain

Toujours est-il que le mouvement de décolonisation a été général et n'a épargné aucun empire colonial européen, mis à part quelques résidus, le plus souvent insulaires, qui ne trouvaient vraisemblablement à se rattacher à aucune entité politique (encore que plusieurs États du Pacifique ne soient guère plus étendus que certains de nos DOM). Les causes historiques de ce mouvement n'entrent pas dans le cadre de la présente étude. Qu'il nous suffise de constater que ni le modèle de colonisation britannique, communautariste, ni le modèle français, assimilationniste, n'ont pu empêcher la décolonisation. Le modèle communautariste s'est retrouvé dans la politique du gouvernement anglais vis-à-vis de ses populations immigrées. Ce modèle est repoussé en France pour ses conséquences en termes de ghettoïsation, et l'actuel gouvernement conservateur anglais en a luimême reconnu les limites, ayant constaté le développement d'idéologies jugées non acceptables. Le modèle assimilationniste français,

celui-là même qui ne craignait pas le ridicule lorsqu'il prétendait enseigner aux indigènes l'histoire de leurs ancêtre gaulois, parvient-il avec plus de succès à endiguer de telles idéologies ou à éviter la ghettoïsation? La présence lancinante des "quartiers" dans le débat politique et les médias témoigne que non.

Déculturation

Et pour cause, les valeurs qu'offre à ces populations la République française sont purement négatives et dépourvues de contenu. Le modèle assimilationniste est en réalité un impératif de déculturation, celui-là même qu'ont subi au cours de l'histoire les populations européennes de souche pour devenir ces "hommes modernes" privés de racines, privés d'histoire, privés d'une identité collective et atomisés, en échange, apparemment, d'un certain niveau de civilisation matérielle. Une civilisation matérielle qui, telle qu'elle s'organise, crée autant de problèmes, écologiques

ou autres, qu'elle n'en résout. Ce socle de valeurs négatives n'est rien d'autre que l'instrument d'un processus d'atomisation. La laïcité n'a aucun contenu propre : elle se borne à une indifférence envers différents cultes. Étendu à d'autres domaines de la vie sociale ou privée, le principe de tolérance n'a guère plus de contenu en soi. Les droits de l'homme, par le biais des juridictions nationales et internationales chargées de les défendre, et qui le font avec franchement peu de discernement, contribuent à l'atomisation de la société en réduisant à peau de chagrin les prérogatives de la puissance publique. La liberté, en dehors de l'effet oratoire du mot, est une notion relative; toute société définit un cercle plus ou moins étendu d'activités permises, et la notion gagnerait à être envisagée de manière quantitative: ainsi constaterionsnous que le coefficient de liberté est plus élevé dans telle démocratie que dans telle autre. Quelle est la liberté d'un chef d'entreprise sur qui l'administration a

toujours un œil pour s'assurer qu'il recrute suffisamment de minorités, de femmes, de personnes handicapées ? Le seul contenu positif, dans ces valeurs, est à la rigueur l'insistance de plus en plus marquée pour les droits des femmes, c'est-à-dire pour une conception ultramoderne de la société dont nous n'avons aucun exemple historique connu parmi les civilisations marquantes et qui n'a été permis en Europe que par la déculturation préalable des nations. Les libéraux qui défendent l'identité européenne d'aujourd'hui sont les avocats d'une atomisation sans contenu collectif, d'une situation qui peut être qualifiée d'anomie, qui ne saurait perdurer et qui a de plus en plus de mal à faire face aux revendications de populations immigrées sur lesquelles le modèle colonial n'a laissé que peu de traces, qui retournent avec force à des modèles culturels traditionnels et ont d'autant moins de scrupules à les assumer qu'ils peuvent considérer que ces modèles n'empêchent pas les commodités de la civilisation matérielle.

En finir avec l'utopie

On voit mal comment une République anomique pourrait assimiler des populations, quelles qu'elles soient. La tendance au communautarisme des populations immigrées en Angleterre n'a été en réalité qu'une conséquence du "laisser-faire" britannique : ce sont ces populations elles-mêmes qui se sont constituées en ghettos, face à une société où le lien collectif se dissout au profit des seules relations monétaires. Si le gouvernement britannique entend aujourd'hui réagir, il n'a guère plus de chances de réussir que la République française, qui cherche à assimiler depuis des décennies. Ce n'est pas l'école de la République qui y pourra quelque chose, même si sont triplés ou quadruplés les effectifs de professeurs militants, car son rôle historique a été d'appuyer cette atomisation de la société qui empêche aujourd'hui toute intégration. On ne s'intègre pas au néant, on ne peut que disparaître dedans. Un contenu collectif n'est pas à chercher dans de vaines utopies mais dans les données positives de notre histoire.

Étienne Chamberlan

FAMILLE

Moins on est de fous, plus on rit?

Deux nouvelles relevées en quelques jours par le site du Salon Beige ont mis en lumière les menaces qui ne cessent de peser sur la famille.

D'ABORD, « le gouvernement finalise la réforme du supplément familial de traitement (SFT), qui sera annoncée à la rentrée ». Ce qui veut dire que les fonctionnaires avec un enfant toucheront 30 euros par mois, contre deux euros actuellement. Les sommes versées à partir de deux enfants seront forfaitisées. « Annoncée à "budget constant", la réforme fera donc en contrepartie des per-

dants parmi les parents de deux enfants ou plus. » Selon Les Échos, « le gouvernement va ainsi atténuer la logique nataliste du SFT, qui concentre les aides sur les familles à plusieurs enfants, pour en faire aussi un outil de rémunération complémentaire ». Cela signifie: l'enfant voilà l'ennemi! Le mauvais coup contre la famille apparaît dans toute son horreur quand on rapproche cette information de celle-ci, citant Ouest-France : « La naissance d'un quatrième enfant des Beckham (famille d'un footballer anglais) n'enchante pas tout le monde. Et surtout pas une poignée de militants écologistes. [...] Le PDG de l'association Pour un futur durable Simon Ross appelle le gouvernement à lutter contre les taux de naissances élevées au Royaume-Uni en ne donnant des prestations sociales que pour les deux premiers enfants. Il ajoute : "Nous de-

vons changer notre discours pour que les gens comprennent que un ou deux enfants c'est bien, mais trois ou quatre, c'est tout simplement égoïste." »

Il semble peu probable que les écolos de ce côté-ci de la Manche pensent différemment. Trop souvent l'écologie se ratatine sur le bonheur de n'être que quelques-uns à jouir égoïstement des bienfaits de la nature. Les Quatorze-Juillet totalitaires rêvés par Eva Joly risquent fort d'être peu à peu des défilés de vieillards... À la Pentecôte, à l'arrivée de Pèlerinage de tradition de Chartres à Paris, six cents enfants de chœur avaient envahi la capitale tout à fait pacifiquement, et cela redonnait confiance en la France bien plus que la bible naturiste des écolos de tout (vieux) poil...

Michel Fromentoux

□ AIDES SOCIALES

Vacances, une affaire d'État

Les services gouvernementaux veillent sur le bonheur des Français. Pour preuve, ils se soucient de les faire partir en vacances. Cela donne à réfléchir sur les modalités de l'aide sociale.



Nos lecteurs les plus casaniers sont prévenus : rester chez soi sera-t-il bientôt puni par la loi ?

armi les Français, 62 % étaient partis en vacances au cours de l'année passée. Du moins, au sens où l'entend l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), qui définit les vacances comme un déplacement d'agrément d'au moins quatre nuits consécutives hors du domicile. Quoique supérieure à la moyenne nationale, cette proportion est jugée insuffisante par le Centre d'analyse stratégique (CAS). Dans une note d'analyse publiée le mois dernier, celui-ci promeut le développement d'« une politique globale de soutien au départ en vacances pour tous ». Cela conformément à la loi selon laquelle, depuis 1998, « l'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs consti-

Psychologie

Les rapporteurs escomptent quelque bénéfices de la multiplication des vacanciers, « tant en matière de bien-être que d'autonomisation, de lien social, de soutien à la parentalité ou de lutte contre l'exclusion ». Autant de préoccupations auxquelles les pouvoirs publics pourraient répondre sans prendre par la main tout un chacun. Les auteurs vont jusqu'à traiter des « barrières psychologiques » faisant obstacle au départ chez les personnes souffrant d'anxiété. C'est dire les dérives

auxquelles se prête la politique sociale. Dans le cas présent, elle investit un domaine que nous réserverions à la Santé. Constatant, par ailleurs, que « les propriétaires d'une maison apprécient d'y rester pour faire des travaux ou pour inviter des proches », les rapporteurs en concluent que « la qualité de vie quotidienne influe [...] fortement sur le choix de partir ou non, ce qui pourrait expliquer que les Corses restent deux fois plus chez eux que la population générale ». Le cas échéant, l'État ne devrait-il pas se concentrer sur l'urbanisme et l'organisation du territoire ?

Européisme

Le CAS lui assigne une autre priorité : « développer le sentiment d'appartenance à un collectif européen », en s'assurant que les jeunes Français aient voyagé au moins une fois dans l'Union européenne avant leurs vingt ans. Peutêtre pourrait-on commencer par faire visiter Versailles aux écoliers, quitte à inscrire dans un jumelage ce genre d'initiatives... L'observation suivante nous est apparue plus pertinente : « Indépendamment des structures marchandes, d'autres systèmes se développent grâce à l'internet, à l'image des échanges de maisons et d'appartements entre particuliers. » Un dispositif jugé particulièrement intéressant dans le champ du handicap, où seraient échangés des logements accessibles. Au-delà, on évite l'écueil affectant les infrastructures exploitées en marge des activités lucratives. En effet, « face aux effets d'usure mais aussi à l'évolution des standards de qualité, les structures du tourisme associatif répondent de moins en moins aux attentes de leurs clients : ce serait ainsi près de 40 % du parc immobilier qui nécessiterait des travaux pour un montant estimé à 500 millions d'euros. »
Parmi les dispositifs sociaux censés favoriser les départs en va-

sés favoriser les départs en vacances, on relève les chèques vacances, les aides des caisses d'allocations familiales, des réductions offertes par la SNCF et de multiples initiatives locales et associatives. Or, « cette diversité de sources de financement et d'offres d'accompagnement [...] présente inévitablement un certain nombre de limites en termes d'accès à l'information et à l'ensemble des droits disponible ». C'est d'ailleurs un problème récurrent en matière sociale. Plusieurs initiatives visent à pallier ces difficultés. Tel le projet "Espace vacances aides au départ" (EVAD), porté par trois associations en Poitou-Charentes, qui devrait se concrétiser par la mise en ligne d'un site Internet, l'installation d'une permanence téléphonique et des campagnes de communication et de formation communes.

Usine à gaz

Entretenue de la sorte, l'usine à gaz continuera peut-être à tourner des années durant, mais au prix d'une énergie largement dissipée en chaleur. Or, en pleine crise de la dette souveraine, l'État-providence subira vraisemblablement de multiples assauts. Jadis en pointe sur les questions sociales, les royalistes devront se saisir du débat. Peut-être trouveront-ils quelque source d'inspiration dans les propositions de "revenu familial minimum garanti" ou autres "impôt négatif" censés substituer aux minima sociaux une allocation dégressive servie aux plus modestes. Si l'on en croit ses promoteurs liberaux, l'idee fut popularisée dans les années soixante par le cercle des économistes de Chicago, autour de Milton Friedman, le chantre du monétariste. C'est un lourd passif, dont le rappel ne devrait pas faciliter sa diffusion dans l'Hexagone... De toute façon, le gouvernement vient d'annoncer la mise en place imminente d'un tarif social pour l'internet haut débit. Quant aux politiciens en campagne, peut-être montreront-ils la Belgique en exemple: là-bas, l'assurance chômage contribue à financer les congés des jeunes actifs. ■

Grégoire Dubost

Au fil de la presse

Où l'on est bien d'accord que si les vacances incitent au repos et aux saines lectures méditatives, il importe de poser un regard alerte sur les évènements tout en sachant raison garder.

□ À en croire l'économiste anthropologue Hervé Juvin, qui vient de publier Le Renversement du monde - Politique de la crise (Gallimard, 2011), la crise actuelle « est d'abord celle du modèle anthropologique qui a placé les sociétés occidentales en état d'apesanteur en les focalisant sur la fabrication d'un homme nouveau: l'homme bulle, l'homme totalement indéterminé, sans origine, sans liens ethniques et familiaux, l'homme qui n'est que le produit de sa volonté, de ses désirs et de ses intérêts » (entretien au Spectacle du monde, iuillet-août 2011). La théorie du "genre", l'immigration de masse, l'éclatement de la cellule familiale, la féminisation des mœurs, contribuent à arracher l'homme tant à lui-même qu'à ses racines vitales.

□ Le tueur d'Oslo, cet autre

"homme bulle", Anders Behring

Breivik, « fasciste, cinglé et franc-maçon » (Minute, 27 juillet), était vraisemblablement très éloigné de ces réflexions. Qu'importe, le landerneau médiatique balance le mouvement national européen dans le même opprobre. Dans Libération (26 juillet), Bruno Gollnisch, rappelant les précédents de la rue Copernic et de Carpentras, s'insurge contre ces confusions : « Doit-on dire après l'affaire Strauss-Kahn, que tous les socialistes sont des agresseurs de femmes ? » L'Express (26 juillet) nous révèle que la "fachosphère" française et européenne est désormais placée sous étroite surveillance policière, de façon à traquer « les loups solitaires » néo-nazis sur Internet. Les loges maconniques font-elles l'objet de cette même « veille permanente », quand on sait que Breivik était un honorable frère de la Grande Loge de Norvège dont il a été exclu ? (Daoudal Hebdo, 25 juillet) Sur le prétendu christianisme du tueur, Jean-Pierre Denis explique, dans La Vie (26 juillet), qu'il « n'est pas plus "chrétien" qu'il n'est fondamentaliste » et que « par son comportement il se rapproche de ces tireurs fous qui massacrent sur les campus américains ».

□ Par ailleurs, nos bonnes consciences ont la mémoire sélective. N'avaient-elles pas hésité à se désolidariser du nervis socialo-écolo, visiblement halluciné, Richard Durn, qui avait ouvert le feu sur ses collègues du Conseil municipal de Nanterre, dans la nuit du 26 au 27 mars 2002, Libération exhortant à l'époque à ne pas « exploiter Nanterre » ? (Minute, 27 juillet) Le MRAP s'en

fout, qui a décidé de porter plainte contre un blogueur frontiste pour son soutien au cinglé norvégien. En réaction, Bernard Carayon, député du collectif UMP de la Droite populaire, a demandé à l'État de ne plus subventionner cet organisme « issu historiquement d'un Parti communiste qui ne s'est jamais repenti des cent millions de victimes de son idéologie totalitaire [...] en utilise les mêmes méthodes : exploitation de l'horreur, dénonciation, amalgame » (Le Parisien, 25 juillet). Laurent Joffrin y va, lui aussi, de son gestapisme vengeur en désignant à la vindicte publique les identitaires (François Desouche et Bloc identitaire) et autres anti-islamistes (Riposte laïque), dont les sites seraient émaillés de propos à la « sémantique de guerre civile » (Novopres, 26 juillet).

□ Quoi qu'il en soit, on peut tirer quelques enseignements de ce drame. D'une part, « les médias qui refusent la notion d'Européens de "souche", la redécouvrent quand il s'agit d'un terroriste » (Metamag.fr, 25 juillet). D'autre part, ainsi que l'analyse un journaliste américain, « les conservateurs des deux côtés de l'Atlantique ont le devoir de reconnaître que Breivik est sans ambiguïté un monstre de droite. [Mais] sur les grands enjeux, les conservateurs culturels européens ont raison : l'immigration de masse a en effet laissé leur continent plus divisé qu'enrichi ; l'islam et la démocratie libérale ne se sont pas montrés naturellement compatibles ; et le rêve d'une Union européenne postnationale et postpatriotique gouvernée par une élite politique bienveillante parait chaque jour plus insensée » (Ross Douhat, New York Times, 25 juillet).

□ Même écho chez l'historien Dominique Venner pour qui l'insensé d'Oslo est « un esprit sommaire et violent comme il en surgit toujours dans les périodes de trouble. Et d'où est venu ce trouble sinon d'abord d'une politique d'immigration qui ébranle une civilisation déià fragilisée ? Une politique - faut-il le rappeler ? - poursuivie avec obstination par les classes dirigeantes de Norvège comme par celles de toute l'Europe. C'est ce qu'un regard historique retiendra avant toute autre considération. » (Novopress, 26 juillet). La méthode de l'empirisme organisateur est, en effet, la seule qui peut instruire l'avenir à la lumière du passé.

Aristide Leucate

□ LUXEMBOURG

Une monarchie en danger

Moindres prérogatives du grand-duc, nouvelles règles de succession : le cas luxembourgeois illustre le déclin du rôle politique des monarchies européennes et leur évolution vers un statut purement "protocolaire".

ans un entretien accordé au journal luxembourgeois Le Quotidien daté du 18 juillet, Paul-Henri Meyers, président de la commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, affirme sa volonté et celle de ses collègues parlementaires de « moderniser » la constitution du Grand-Duché. Nos lecteurs savent en quelle estime nous tenons ce mot d'ordre de la "modernisation" qui dispense ceux qui le promeuvent de toute réflexion rationnelle puisque la "modernisation" est bien entendu et par nature l'alpha et l'oméga de toute chose, la panacée, le nec plus ultra en matière de droit, de politique, de morale, de mœurs, etc.

Modernisation à tout-va

En l'espèce, il s'agit notamment de rogner un peu plus les prérogatives du monarque luxembourgeois, déjà sérieusement entamées par une première réforme constitutionnelle datée de 2008. Comme son voisin belge le roi Baudouin en son temps sur l'avortement, le grand-duc Henri avait refusé de sanctionner une loi sur l'euthanasie... Qu'à cela ne tienne! Le gouvernement luxembourgeois de l'époque avait donc modifié la constitution en retirant au "souverain" le rôle de sanctionner la loi pour lui conserver uniquement celui de la promulguer. L'actuel projet de réforme lui enlèvera certainement cette dernière fonction.

Mais les politiciens luxembourgeois ne sont pas les seuls dans le Grand-Duché à rendre à l'idole de la "modernisation" le culte qui lui est dû. En effet, le 20 juin dernier, le maréchalat de la cour grand-ducale annonçait que « sur ordre de Son Altesse Royale le



Le grand duc Henri de Luxembourg en compagnie de la grande-duchesse María Teresa

grand-duc [...] la réglementation interne de la maison de Luxembourg-Nassau [avait] été modifiée à l'effet d'introduire l'égalité entre hommes et femmes en matière de succession au trône. Ce nouvel ordre successoral s'applique pour la première fois à la descendance du grand-duc Henri. » Après la Suède en 1980, les Pays-Bas en 1982, la Norvège en 1990 et la Belgique en 1991 (et avant le Royaume-Uni, où le Premier ministre s'y est déclaré favorable), le Luxembourg abandonne donc la préférence masculine dans la dévolution de la couronne (principe plus ou moins marqué selon les monarchies mais relativement universel). On sait que sa forme française, la fameuse loi salique, qui exclut complètement non seulement les filles mais aussi leurs descendants de la succession au trône, a permis à la France de se constituer, d'éviter de tomber en des mains étrangères (notamment anglaises), de faire l'économie des cruelles guerres de dévolution qui ont émaillé l'histoire de la plupart des monarchies européennes, et de conserver durant des siècles la même dynastie nationale (à tel

point que les révolutionnaires ont pu donner à Louis XVI le patronyme de Capet !). Dans les autres États, la préférence masculine, même si elle était moins importante, rappelait que le roi était à l'origine le premier chevalier de son royaume, capable le cas échéant de le défendre lui-même, l'épée ou la lance la main. À l'époque où les rois régnaient et gouvernaient cela avait son importance...

Il ne reste plus au grand-duc héritier Guillaume, âgé de trente ans, qu'à épouser une belle roturière pour que le tableau soit complet. Les récents mariages princiers (à Monaco, en Grande-Bretagne, en Espagne) manifestent en effet, sur un autre plan, le déclin du rôle politique des monarchies européennes et leur évolution vers un statut purement "protocolaire" de VRP couronnés. Toujours à l'époque ou les rois gouvernaient, les mariages dans les familles souveraines étaient des actes de gouvernement et correspondaient à des choix diplomatiques. Cela est si vrai que la descendance des mariages morganatiques, c'est-à-dire inégaux, était exclue de la succession dans de nombreux royaumes et empires.

Fonction arbitrale

La disparition progressive de tout ce qui dans les royautés européennes contemporaines pouvait rappeler qu'elles furent de véritables monarchies ne peut que nous préoccuper. Le fait notamment que le roi ou le prince souverain ne sanctionne plus les lois détruit complètement la principale justification de l'institution monarchique: sa fonction arbitrale. Quant à l'abrogation des lois saliques ou semi-saliques, elle manifeste que la sacralité des lois de dévolution et leur importance ne sont plus comprises. Si les préjugés égalitaires ont raison de la primogéniture mâle aujourd'hui, pourquoi n'auraient-ils pas demain ou après-demain raison du principe héréditaire lui-même ? ■

> Stéphane Blanchonnet www.a-rebours.fr

» ESPACE SCHENGEN

Les brèches se multiplient dans l'espace Schengen, où le Danemark a rétabli des contrôles permanents à ses frontières. Pour l'heure, en dépit des remontrances de la présidence polonaise du Conseil de l'UE, Bruxelles a exprimé des « inquiétudes persistantes » sans engager de poursuites à l'encontre de Copenhague. Par ailleurs, revenant sur la gestion controversée de l'immigration tunisienne, qui avait suscité un différend franco-italien, Cecilia Malmström, le commissaire européen en charge des Affaires intérieures, a pointé une atteinte à « *l'esprit* » des traités ; cependant, a-t-elle reconnu, « les informations collectées ne permettent pas [...] de conclure que la France aurait procédé à des contrôles systématiques dans la zone de la frontière intérieure avec l'Italie ». Au-delà de l'espace Schengen, c'est, plus généralement, la liberté de circulation et d'installation qui semble avoir du plomb dans l'aile : alors qu'ils en étaient dispensés depuis deux ans, les Roumains sont de nouveau tenus d'obtenir un permis pour travailler en Espagne.

» REMONTRANCES

La recapitalisation de Sea-France par la SNCF, ainsi que le soutien public apporté à la construction d'un terminal à l'aéroport de Marseille, font l'objet d'une enquête diligentée par la Commission européenne ; Bruxelles suspecte des aides d'État contraires au droit de l'Union. Paris est mis en cause, également, pour ne pas avoir transposé diverses directives portant sur la sécurité maritime, les télécommunications et le règlement des litiges transfrontaliers.

» EMPRESSEMENT

Selon Jean Leonetti, nouveau ministre des Affaires européennes, il est « essentiel que tous les moyens soient mis en œuvre pour transposer les directives dans les délais impartis ». « En 2010, la France a été condamnée deux fois en manquement pour défaut de transposition », a-t-il souligné le 27 juin. « Si le traite de Lisbonne avait été appliqué, les conséquences pécuniaires pour la France auraient pu se chiffrer à près de 90 millions d'euros. » Implicitement, le ministre semble pointer l'inconséquence d'un gouvernement récusant à Paris ses engagements souscrits à Bruxelles. En effet, M. Leonetti se donne pour objectif « de peser davantage dans la négociation de l'acte européen » et « de mieux anticiper son impact en France ». Sa conception de l'intérêt national reste sujette à caution.

BELGIQUE

Le roi a parlé

S'exprimant sur un ton inhabituel, Albert II a suscité une réaction positive des démocrates-chrétiens : ceux-ci vont participer aux négociations, non sans quelque arrière-pensées électorales.

LES CHOCOLATS pour l'entracte! C'est le CD&V (démocrates-chrétiens flamands) qui les offre. Pas de bon cœur. Il a fallu un discours jupitérien d'Albert II pour le 21 juillet, la fête nationale. On n'avait jamais vu ni entendu le roi dans ce rôle. Il y a ce qu'il a dit; il y a surtout le ton sur lequel il l'a dit. Il a souligné « les risques qu'une longue crise fait courir à tous les Belges », enjoint chacun à « prendre ses responsabilités », pour trouver « rapidement une solution équilibrée ». Ailleurs dans le texte royal, on trouve même le terme d'« obligation ».

Dans la nuit même qui a suivi ce discours, Wouter Beke, président des démocrates-chrétiens, a dit accepter de prendre sa place à la table des négociations. Pour la première fois. D'où la fureur de Bart De Wever et de la NVA. Il suffit que le roi fronce les sourcils, hausse le ton, et voilà le CD&V qui se couche, clamet-il. En fait, au "banquet de la négociation", le huitième convive ne prendra pas sa place avant le 16 août. Les négociateurs sont fatigués. D'un commun accord entériné par un communiqué du Palais, il y aura un entracte. Lorsqu'à la mi-août les uns et les autres se seront refait des forces, on reprendra. Toujours avec Elio Di Rupo, et cette fois en vue de former un gouvernement. À condition que les démocrates-chrétiens tiennent et ne succombent pas aux cris d'orfraie de la NVA.

Les spéculations du CD&V

Peut-on penser que le seul discours royal ait suffi pour décrocher le CD&V de la NVA? Il y a certainement contribué. Mais d'autres raisons s'ajoutent. Plus que tout autre, le CD&V ne voulait à aucun prix des élections législatives. Déjà très affaibli, il serait laminé. En point de mire, il y a les communales de fin 2012. Elles s'annoncent redoutables. Il reste

un an pour se refaire une santé... Wouter Beke et ses amis jouent le tout pour le tout. Ils n'oublient pas que les agences de notation sont derrière la porte avec leur gros bâton. En outre, si en négociant ils obtient la scission de BHV (l'arrondissement jusqu'ici bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde) et, par ce fait, desembourbent la negociation, ils pourront afficher un bilan positif devant la Flandre et faire valoir qu'ils ont réussi là où la NVA n'avait fait que parler et admonester. Mais cela suppose que les francophones marchent dans la combine. Qu'en sera-t-il du flanc francophonissime des libéraux ? Des voix s'élèvent déjà pour avertir : « Ce ne sont pas les communes à facilités que vous bradez, c'est Bruxelles que vous livrez! »

En coulisses, selon des échos recueillis rue de la Loi (celle des ministères), on murmure que Wouter Beke parle d'une éventuelle cure d'opposition pour le CD&V. Ce qui ruinerait tout plan et ferait s'effondrer l'édifice. Vraie rumeur, fausse information ? À chaque jour suffit sa peine. Bonnes vacances et au 16 août!

Charles-Henri Brignac

■ MONARCHIE

Norvège : les larmes du roi

Ébranlées par les assauts du modernisme, les monarchies européennes continuent néanmoins de présenter quelque vertus. Hélas, ce sont souvent les drames qui rappellent la force des symboles.



Le roi Harald V est le modèle des monarques du Nord.

a dignité et l'humanité du peuple norvégien, dans l'épreuve tragique qui lui est imposée par le combat d'un loup solitaire perdu d'avance, ne laisse d'impressionner. Un chagrin impassible, les dents serrées à casser, les fils d'Odin ne plieront pas de ses imitateurs possibles. Ils aiment leur société ouverte et fraternelle, ils en assument les richesses, les peines, les soins qu'elle réclame et aussi de nombreux inconvénients. Mais ils sont chez eux et nous le disent, et s'organisent comme ils l'entendent. La Haine ne passera pas. C'est ce que nous montre le champ de fleurs et de bougies déposées par où fut célébrée la messe de re-

quiem pour les victimes du carnage d'Utoeya, sous la présidence du chef de l'Église de Norvège, SM le roi Harald V.

Mesure, étiquette et affabilité

sous l'assaut d'un mythomane et L'office du dimanche 24 juillet restera dans les mémoires. À côté d'un roi aux yeux rouges de larmes, d'une reine en sanglots, le Premier ministre, la gorge nouée d'émotion, parvint à articuler les mots de leur détermination à tous : « Nous sommes un petit pays mais nous sommes un peuple fier. La Norvège n'abandonnera jamais ses valeurs. » Il aurait pu ajouter que ce n'est pas les Osloïtes devant la cathédrale le nombre de ses enfants qui fait une grande nation mais s'en est retenu pour ne pas être immodeste, travers d'usage général dans nos contrées latines. C'est toute la différence, mesure, étiquette, affabilité.

Le roi Harald V

Le roi Olav V, père du roi d'aujourd'hui, avait l'habitude de dégourdir ses chiens au petit matin sur l'esplanade du palais et rendait leur salut aux passants dans une simplicité royale. SM Harald V est le modèle des monarques du Nord. Autorité naturelle permettant d'ouvrir une accessibilité vraie. Scolarité à l'école publique, service militaire dans la cavalerie, troisième cycle à Oxford (histoire, économie, sciences sociales), il sera l'ambassadeur infatigable de l'industrie norvégienne. Excellent dans les activités sportives, il communie comme tous ses sujets avec la nature tant à la chasse qu'à la régate puisque le Norvégien est d'abord un marin. À soixante-quatorze ans, il enchaine les voyages diplomatiques et assure sa charge pour le meilleur bénéfice de son pays. C'est le job ; et ce pays marche bien, malgré de sévères contraintes climatiques et une géographie coupée en tous sens, si difficile à exploiter. Mais le défi répond au défi, à pays dur, crânes incassables. La vigueur nordique n'est pas célébrée pour rien, et cela depuis des siècles.

Il serait facile et cruel d'établir des comparaisons avec les condottieri de rencontre qui viennent à date fixe "réussir" leur vie chez nous dans des palais qu'ils n'ont jamais construits. Quels que soient leurs mérites, élus d'une faction, ils ne feront jamais l'exploit de réunir toute le pays derrière eux de manière spontanée. Ce "précipité" va de soi en Scandinavie. Le roi de tous appartient à chacun et il est infiniment plus que le chef du gouvernement des disputes courantes. Il est l'horloge pacificatrice de la république et l'âme visible de la nation. Nous ne savons comprendre. ■

Catoneo

OSLO

Un terrorisme narcissique

Le drame d'Oslo a projeté l'attention sur le populisme norvégien. Celui-ci est incarné par le Parti du progrès - le second parti du pays. Mais la lutte contre l'immigration ne serait apparue que récemment dans son discours. À l'origine, c'était « une sorte de parti libertarien conservateur », souligne Olivier

Kempf (Egea, 25/07/2011). Maître de conférences à Sciences Po Paris, ce dernier juge « symptomatique que cet attentat soit le fait d'un individu seul ». Et de pointer le « narcissisme contemporain » : « Contrairement à autrefois, écrit-il, un attentat n'est pas le fait d'une "organisation" donc d'une "société secrète". La nouvelle menace sera-t-elle celle du "terrorisme individuel"? En fait. Al Oaida nous l'avait déià enseigné : ce n'était pas une organisation, ce n'était même

pas un réseau, mais une franchise laissant libre cours aux initiatives localisées de "lancer des actions" pour les faire parrainer, ensuite, par la "marque de fabrique". Et la plupart du temps, les candidats étaient des individus, perdus dans la modernité occidentale, qui se refabriquaient une identité au moyen d'un attentat. J'ai l'impression que dans le cas d'Anders Behring Breivik, on reproduit le même schéma. Oslo, c'est comme Londres ou Madrid. » □

Restaurer les monarchies en Orient

Confronté à des déstabilisations récurrentes, en proie à des guerres civiles ainsi qu'au fondamentalisme religieux, les États d'Orient pourraient se mettre en quête d'une restauration monarchique. Tour d'horizon.

LE 24 AVRIL 1986, en pleine guerre fratricide du Liban, Élie Hatem publiait un article dans notre journal, intitulé à l'époque Aspects de la France. où il préconisait une solution pour le pays du Cèdre : la restauration de la principauté. Celle-ci avait été abolie au XIX^e siècle par les intrigues des Ottomans qui régnaient sur la région. Descendant direct du cheikh Eid Hatem, notre collaborateur reprenait l'initiative de son ancêtre qui était devenu en 1861, grâce à l'intervention de Louis-Napoléon Bonaparte, administrateur général du Mont-Liban (l'appellation donnée alors au Liban). Après des massacres entre les Maronites (catholiques du Liban) et les Druzes, les deux principales communautés libanaises d'autrefois, et la destitution du dernier prince Béchir Chehab II, le cheikh Eid Hatem tenta de restaurer le régime monarchique de principauté. Mais il fut assassiné, probablement empoisonné par les Ottomans. Les déchirements actuels en Orient, ainsi que la menace qui pèse sur le modèle national au profit du fondamentalisme religieux, amènent Élie Hatem à relancer le débat sur la restauration des monarchies abolies. \Box

LE SPECTRE révolutionnaire qui surgit en Irak, en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Yémen et en Syrie est manigancé par la propagande pour l'instauration de régimes démocratiques républicains. Cela suscite l'émergence d'une pléthore de partis politiques, y compris des mouvements religieux radicaux, conduisant les communautés vers des heurts sanglants qui peuvent se perpétuer durant des décennies. En Tunisie, en Libye et au Yémen, pays majoritairement musulmans sunnites, la cacophonie des partis provoquera une instabilité institutionnelle ainsi que des luttes pour le pouvoir, non sans violence, à l'instar de ce qui se passe sporadiquement en Tunisie. En Irak, en Egypte, en Syrie voire au Liban, la multitude des communautés entreront en guerre sans merci, en vue d'imposer leur hégémonie ou de défendre leur existence. Cette situation inextricable sonnera le glas des modèles nationaux en place depuis plus d'un siècle. Les régimes, instaurés la plu-

part du temps à l'issue du renversement des monarchies régnantes (en Irak, en Egypte, en Turquie, en Tunisie, en Libye, au Yémen), ont gardé une teinte monarchique inhérente à ces sociétés ou le pater fami-



lias détenait la potestas de l'État. Ainsi, l'exercice voire la dévolution du pouvoir se faisait à l'instar des monarchies héréditaires : en Syrie, le président Hafez el-Assad préparait son fils aîné, Bassel, afin de lui succéder. À la mort de ce dernier par accident de voiture, il propulsa son cadet, Bachar, actuellement à la tête de l'État. En Égypte, le président Hosni Moubarak prépara également son fils, Gamal, à l'exercice du pouvoir. Saddam Hussein fit de même avec Oudaï puis Qousay quand celui-ci fut blessé. En Libye, Kadhafi voulait que Seif lui succède.

Besoin d'un fédérateur

Les sociétés orientales, pour la plupart tribales et rivales, aspirent à un monarque capable de les fédérer. En Iran, plus de trente ans après la révolution, l'aspiration à la restauration monarchique et la nostalgie de ce régime millénaire ressort dans les derniers discours du président Ahmadinejad qui n'hésite pas à rappeler la grandeur de l'empire perse. Après l'invasion de l'Irak et la destitution de Saddam Hussein, le chérif Ali ben Hussein, fils du roi Fayçal II assassiné en 1958 et prétendant au trône de son pays, n'a pas hésité à affirmer que la restauration de la monarchie était le moyen d'unifier les Irakiens. Rentré dans son pays en 2003, il œuvre dans cet objectif. Le neveu du dernier roi de Libye, Idris Ier, le prince Mohamed el-Senoussi, devenu héritier du Trône depuis la mort de son oncle en 1983, a proposé la restauration de la monarchie dans son pays pour mettre un terme à la guerre civile. Sa proposition a été précédée par une initiative du roi Fouad d'Égypte (fils du roi Farouk) qui, à l'occasion de l'attentat dont une église copte a été victime, a condamné cet acte, faisant de lui un symbole fédérateur des Égyptiens. La restauration des monarchies orientales permettrait-elle le retour à la stabilité dans cet orient compliqué ? \Box

Élie Hatem

☐ ÉGYPTE & TUNISIE

Le désenchantement arabe

Les promesses du Printemps arabe se sont-elles envolées ? Insécurité, désordre économique, et menace islamiste semblent avoir balayé l'espoir d'un monde meilleur. Mais, au Maroc, la monarchie tient bon.



Mohammed VI est parvenu à maintenir le Maroc à l'écart des révolutions.

e qui se passe actuellement en Égypte et en Tunisie (sans ◆oublier la Syrie et la Libye, dont nous avons parlé ces dernières semaines, ni le pauvre Irak ruiné et en proie à une guerre civile quasi permanente), est d'une extrême gravité pour le monde arabe et même pour l'ensemble des pays civilisés. Car, tout simplement, par suite du "Printemps arabe", encouragé, applaudi, plus ou moins financé et parfois organisé par certains intérêts occidentaux, ces pays risquent, à plus ou moins brève échéance, de passer sous la domination des islamistes radicaux. N'ayons pas peur de le dire.

Situation chaotique

Les autorités politiques, les vedettes des programmes audio-visuels et les intellectuels autoproclamés nous avaient annoncé des révolutions laïques, progressistes, authentiques dans ces deux pays. Une marche irréversible vers cette démocratie idéale dont on se gargarise dans les dîners mondains de Paris et d'ailleurs et notamment... à Saint-Germain des Prés. Désormais, on fait le silence ou presque. On détourne le regard. Les « intellectuels faussaires » reprenons l'expression de Pascal Boniface qui titre ainsi son dernier opus, refusé par quatorze éditeurs avant d'être publié par une petite maison et dont on ne peut que conseiller la lecture -, se sont une fois de plus trompés honteusement. On nous avait promis une révolution laïque. Voilà que les experts autoproclamés, voyant

que, dans ces deux pays, les Frères musulmans sont en train de prendre le pouvoir, tout minoritaires qu'ils soient, optent pour une nouvelle « lecture » (sic) des révolutions arabes : certes, les islamistes pourraient prendre le pouvoir, mais ce sont des « modérés ». Il n'y aurait rien à craindre. Exactement le même refrain que celui entendu à propos d'un certain Khomeyni et de la révolution iranienne, entonné par ces mêmes "maîtres à penser" ou leurs prédécesseurs, les Sartre, Simone de Beauvoir et autres Michel Foucault. Imaginons un instant l'Égypte et la Tunisie basculer dans l'islamisme radical, entraînant d'autres pays arabes, voire musulmans. Imaginons la charia régner dans les pays du Nord de l'Afrique et les conséquences que cela pourrait avoir.

La rue résiste aux islamismes

On vous cache également la réaction de la rue, du pays réel on pourrait dire, la majorité dont les médias occidentaux ne parlent presque pas. Les récentes manifestations de la place Tahrir au Caire, pour réclamer une purge révolutionnaire dans le pays, le procès et la mise à mort du président Hosni Moubarak, ont attiré peu de monde, des activistes frères musulmans mêlés à des extrémistes gauchistes - la fameuse alliance du Noir et du Rouge. Les médias, lorsqu'ils en ont parlé, ont évoqué des « dizaines de milliers » de manifestants, images... d'archives à l'appui. Supercherie

habituelle. Des contre-manifestations ont été imposantes et spontanées. Les gens en ont assez de l'insécurité, du marasme de l'économie, des règlements de comptes. Ce sont des "contre-révolutionnaires", des "nervis" ! Indignes de l'intérêt des bien-pensants... Pareillement, les manifestations violentes contre les révolutionnaires se multiplient en Tunisie. Mêmes causes, mêmes effets. On parle des casseurs payés par le parti de Ben Ali, lequel a volé en éclats et n'existe plus! Le Premier ministre a à peine osé stigmatiser El Nahda, la section tunisienne des Frères musulmans. Il n'a même pas eu le courage de les nommer. On se fâcherait à Paris et à Washington!

Tant en Égypte qu'en Tunisie, des élections, déjà retardées, sont annoncées pour le mois de septembre. Face à la désorganisation provoquée par le Printemps arabe et l'ambiance de terreur intellectuelle et physique que les islamistes, ultra-minoritaires, font régner, la "victoire" de ceux-ci semble faire peu de doute. Le Printemps arabe se terminera dans le chaos et le cauchemar, comme la révolution bolchevique, comme la révolution nazie, comme celle de Khomeyny.

La chance du Maroc

Le Maroc reste fort heureusement à l'écart. Surtout grâce à la solidité de la monarchie et à la sagesse du roi Mohammed VI. Espérons qu'il puisse agir avec cet esprit de fermeté éclairée, évidemment adaptée à la situation actuelle, qui caractérisait son père le roi Hassan II, grand souverain s'il en est. Mais le Maroc a eu une autre chance. Aux États-Unis, de nombreux milieux, constatant les conséquences désastreuses de la politique américaine en Égypte et en Tunisie, ont préféré freiner les tendances dominant à la Maison Blanche et au Département d'État. Le même retour à une certaine prudence semble prévaloir à Paris, où on ne veut pas pousser la rue marocaine aux excès comme on l'a fait pour la lunisie et l'Egypte.

En outre, étrange constatation, très nombreux sont les "décideurs" et les "maîtres penseurs" parisiens à posséder des "riads" au Maroc et à apprécier des vacances dans ce beau pays sûr et prospère. Ils imaginent mal ce pays basculer dans la barbarie islamiste... La connivence entre "Mamounia" et Saint-Germain des Prés ne devrait pas être négligée. Félicitons-nous-en pour une fois. Le sort de toute une région est en train de se jouer dans l'indifférence à peu près générale. Nous reviendrons sur ce sujet à la rentrée. ■

Pascal Nari

FAMINE

Le problème somalien

L'appel à l'aide humanitaire inspire quelque circonspection à Bernard Lugan.

LA SOMALIE étant encore frappée par une famine, une nouvelle fois les médias déversent des images atroces accompagnées de commentaires dégoulinants de bons sentiments et chargés de reproches culpabilisateurs. Comme si nous, Européens, avions la moindre responsabilité dans ce drame dont les principales causes répétitives sont clairement identifiées... Au moment où une intense campagne vise à préparer les esprits à une intervention, il est impératif de donner les clés du problème somalien. La Somalie est en guerre depuis 1978. Le problème n'y est pas ethnique mais tribal. Le grand ensemble ethnique somali qui occupe une vaste partie de la Corne de l'Afrique est en effet divisé en trois grands groupes (Darod, Irir et Saab), subdivisés en tribus, en clans et en sous clans qui se sont toujours opposés. Hier pour des points d'eau et des vols de chameaux, aujourd'hui pour des trafics plus "modernes".

À l'heure actuelle, à l'exception du Somaliland et dans une mesure moindre du Puntland, les islamistes contrôlent la majeure partie du pays. Or, pour eux, la



famine est une véritable aubaine, car : elle va leur permettre d'être reconnus par la "communauté internationale" qui devra traiter avec eux pour l'acheminement de l'aide alimentaire ; elle va leur permettre d'achever la prise de contrôle du pays ; elle va leur permettre de tirer de juteux profits des détournements de cette aide, comme cela avait été le cas lors de la grande famine d'Éthiopie dans les années 1984-1985.

Le chaos en Somalie constitue un grave problème qu'il faudra bien résoudre un jour. D'autant qu'il nourrit la piraterie en recrudescence dans l'océan Indien, où les équipages occidentaux naviguent sous la menace permanente d'une prise d'otages.

✓ D'après Bernard Lugan, 29 juillet 2011 ; *L'Afrique Réelle* est diffusée par Internet le 15 de chaque mois ; www.bernard-lugan.com

GAZA

Une flottille sous pression

Arraisonnement dans les eaux internationales : l'Union européenne baisse pavillon.

ISRAËL a gagné, l'Europe a perdu. Elle a perdu parce que l'Union européenne s'est inclinée, couchée même, devant les exigences israéliennes. La flottille pour Gaza, à l'exception du Dignité al-Karama, est demeurée à quai. Nos avons rencontré à leur retour certains des passagers français du seul navire à avoir réussi à quitter la Grèce. Ils nous ont raconté comment la marine israélienne les avait interceptés dans les eaux internationales. Les pavillons arborés, dont celui de la France, ont été arrachés et foulés aux pieds. Conduits à Ashdot, les passagers et l'équipage ont été interrogés, dépouillés, expulsés et le navire saisi. Pour condamnable que ce fut, c'est là pratique connue, rééditée et qui était prévisible. Israël ici n'a pas varié. Ce qui a varié et aggrave la situation, c'est ce qui s'est passé avant. La Grèce, dans l'état où elle est, n'a pu résister aux pressions israéliennes relayées ou ayant l'aval, semblet-il, de l'Union européenne. La flottille s'est vue "assignée à quai" dans le port d'Athènes. Les membres de l'équipage du Dignité ont raconté comment les



fonctionnaires chargés de l'exécution des ordres s'en excusaient auprès d'eux, les invitaient à déjeuner et leur donnaient de petits présents, honteux de ce qui leur était ordonné. Parallèlement, le capitaine du navire et un de ses officiers se sont vus agressés sur les quais. L'officier a eu deux dents cassés et le capitaine a failli perdre un œil. Les agresseurs n'ont pas été identifiés. Un épisode qui ressemble à celui mis en scène dans le film de Costa Gavras, Z... Malgré interdictions et violences, le navire a pu tromper la vigilance qui l'entourait et gagner le large. Avec l'épilogue que l'ont sait. Reste qu'au-delà du problème

palestinien, cet épisode projette une lumière crue sur les relations entre l'Union européenne et Israël. Personne de responsable en Europe n'aspire à la disparition d'Israël. Mais que l'Europe soit son auxiliaire dans une politique contestable pose un problème majeur.

Charles-Henri Brignac

□ LIVRES

Islande: un polar identitaire?

Matérialisme, perte des repères ancestraux, culte de l'argent : le polar islandais reflète la crise de civilisation qui hante le pays qui peut sembler bien faible face aux multiples cadeaux empoisonnés de la mondialisation.

es éditeurs surferaient-ils sur la vogue du roman policier nordique? Ce serait injuste de le prétendre en raison de la grande originalité du polar islandais. Depuis la sortie de L'Homme du lac, en 2008, le succès de la saga policière d'Arnaldur Indriðason ne se dément pas - sept titres parus, avec une adaptation particulièrement réussie de l'un d'entre eux, La Cité des Jarres, stupidement "traduit" sur nos écrans par... Jar City.

Un trio récurrent

De roman en roman, avec Arnaldur, c'est un trio qu'on retrouve le commissaire Erlendur Sveinsson et ses deux adjoints, Elínborg, passionnée par la cuisine autant que par son métier, et Sigurður Óli, un trentenaire fier de ses études aux États-Unis et qui n'arrive pas à se décider à fonder un vrai foyer. Son foyer, en revanche, Erlendur l'a délibérément détruit peu de temps après la naissance de son second enfant, ce qui lui a attiré la haine inassouvie de sa femme. D'où, en face de ce fils, qu'il ne reconnaît pas au début de L'Homme du lac, et qui navigue de petits boulots en petits boulots, et de sa fille, qui est plongée dans la drogue jusqu'à se prostituer pour se payer sa cam, un sentiment de culpabilité qui se nourrit de lui-même : avant ses enfants, n'a-t-il pas lâché, à dix ans, dans une tempête de neige, la main de son frère, âgé de huit ans?

Interrogé sur son personnage principal, Arnaldur précise : c'est « un homme qui vient de la campagne, et qui déménage en ville dans sa jeunesse. Car c'est la grande mutation qu'a connue la société islandaise, cet exode rural. Toutes ces populations qui ont quitté la campagne pour venir à Reykjavík. Cela a laissé beaucoup de gens derrière, comme suspendus en l'air, sans racines. En fait, Erlendur fait partie de ces gens déracinés, qui n'arrivent pas à prendre racine dans l'époque moderne, ni dans la ville de Reykjavík. » ¹ Du reste, que ce soit chez Arnaldur, ou (ci-apres) Arni Thorarinsson et Jón Hallur Stefánsson, le personnage principal, mâle quadragénaire, demeure dans une rupture affective et sociale que compense, fort heureusement pour lui, une activité professionnelle qui ne laisse guère le temps à l'introspection.

Après les chefs-d'œuvre sur fond historique que sont La Cité des Jarres, La Voix, La Femme en vert ou L'Homme du lac, on regrettera que, dans le dernier Arnaldur, La Rivière noire, plutôt fade, le commissaire soit parti en vacances, laissant toute la responsabilité de l'enquête à Elínborg. Erlendur et Sigurður Óli sont bien,



en effet, deux métaphores d'une Islande qui se cherche face au triomphe de la modernité et qui s'interroge sur sa propre transmission - il n'est pas sans signification qu'alors que Sigurður Óli se décide enfin dans *L'Homme du lac* à faire un enfant à son amie, celle-ci n'arrive plus à concevoir ; et que notre policier refuse de franchir le pas de l'adoption d'un enfant "exotique", dans *Hiver arctique*, consacré aux problèmes de l'immigration.

Une jeunesse fragile

Quoi de commun, dès lors, entre les enquêtes glauques du commissaire de Reykjavík, sur des "meurtres typiquement islandais" et celles, tout aussi localisées, mais dans le Nord, à Akurevri, deuxième ville du pays - 17 000 habitants -, du journaliste Einar et de son équipe du Journal du Soir ? Peut-être, par-delà la différence de ton, l'essentiel, quant à la perception d'un pays désormais en proie aux fléaux occidentaux ressentis avec une particulière acuite en raison du nombre réduit d'habitants - un peu plus de 300 000 -, qu'il s'agisse de la drogue ravageant la jeunesse, d'une sexualité "libérée", c'est-à-dire aussi violente que triste (le viol et... le laxisme de la justice islandaise sont deux leitmotive de la littérature islandaise), des rapports difficiles entre les générations dans un pays qui connaît le plus haut taux de naissance hors mariage, ou d'une importante immigration non nordique, voire non européenne, que nos romanciers traitent, il faut bien l'avouer, non sans une certaine bien-pensance (Hiver arctique prend parfois l'allure d'un pensum antiraciste qui, fort heureusement, ne tient pas ses promesses). Einar, dans Le Temps de la sorcière, d'Árni Thórarinsson, est confronté à quelques jeunes paumés-racistes-fils de notables des fjords de l'Est tandis que dans Le Dresseur d'insectes, il héberge, sur fond de fête des commerçants - une fête nationale en Islande sa fille de seize ans et « son petit copain noir comme du charbon ». Mais de quoi ce père moderne, en cure perpétuelle de désintoxication, se plaindrait-il? Sa fille, plus souvent ivre qu'à son tour comme son père naguère, est à l'image d'une certaine jeunesse du pays : « Sa virginité à elle s'est envolée il y a deux ans et, chose remarquable, elle s'en souvient. »

Industrie en berne

Dans Le Septième Fils, Einar, que son rédacteur en chef délocalise dans le port d'Isafjörður, la capitale des fjords de l'Ouest, rencontre les problèmes économiques et sociaux d'une Islande confrontee a la mondialisation: les perspectives de l'industrie du poisson ne sont pas « encourageantes », et « même si le nombre d'étrangers augmente, celui des Islandais de souche diminue ». Matérialisme, perte des repères ancestraux, culte de l'argent : le polar islandais reflète la crise de civilisation d'une société qui n'a jamais connu, sur le plan culturel, de solution de continuité depuis l'an mil. Et le journaliste bobo, qui se moque du réac' un peu beauf qui l'hégerge, sent bien, au moment de le quitter, que celui-ci détient une part de la vérité de l'Islande comme de toute société.

Un envoûtement, plus ou moins satanique, prend alors le relais chez une jeunesse déboussolée, que ce soit dans Le Septième Fils, à l'Ouest, ou dans L'Incendiaire de Jón Hallur Stefánsson, dont l'action se déroule dans la petite ville de Seyðisfjörður, dans les fjords de l'Est. Dans Brouillages, son premier roman traduit, il nous dépeignait un Reykjavík contemporain et multiple : l'humour noir le disputait alors au suspens le plus haletant, voire échevelé. L'atmosphère de L'Incendiaire est plus épaisse et, surtout, l'espoir semble avoir déserté la petite société villageoise. Quant à Ultimes Rituels, premier roman traduit en français (malheureusement de sa version anglaise) d'Yrsa Sirgurðardóttir, au succès par ailleurs mérité, l'influence satanique d'un étudiant allemand ne fait que servir de révélateur, au sens chimique du terme, au nihilisme d'un groupe d'étudiants qui a perdu toute notion du bien et du mal.

Cinq siècles d'occupation

Pourtant, nourrissant son courage, c'est bien une farouche volonté de persévérer dans l'être qui permit au peuple islandais de défendre, durant une occupation de cinq siècles, son identité avec une détermination qui s'est particulièrement manifestée dans le respect scrupuleux de la langue, au point que, comme aime à le souligner Régis Boyer, « les différences entre l'islandais parlé et écrit du Moyen Âge et celui qui a cours à présent sont pratiquement négligeables » 2. Aussi les auteurs contemporains - et leurs personnages -, toutes sensibilités confondues - le commissaire Erlendur n'étant pas le dernier -, sont-ils unanimes à regretter le lent effritement de la langue sous les assauts des américanismes. Mais ce peuple peu nombreux paraît aujourd'hui bien faible face aux multiples cadeaux empoisonnés de la mondialisation. Comme le remarque Valdimar, un jeune mécanicien de La Rivière noire, qui refuse l'appel de Reykjavík : « C'est tout juste si les gens parlent encore notre langue, ils passent leur temps à traîner dans les chaînes de restauration rapide et à engraisser. Je ne suis pas sûr que tout ça soit très islandais. Je crois que nous sommes en train de nous noyer dans de mauvaises habitudes importées de l'étranger. »

Axel Tisserand

- ¹ *Chemins d'Islande*, entretien du 10 février 2008, propos recueillis par Claudine Despax.
- ² L'Islande médiévale, pp. 39-40. ✓ Arnaldur Indriðason, La Cité des Jarres (2005), La Femme en vert (2006), La Voix (2007), L'Homme du Lac (2008), Hiver arctique (2009), Hypothermie (2010) et La Rivière noire (2011) sont tous publiés chez Métailié moir ; Árni Thórarinsson, Le Temps de la sorcière (2007), Le Dresseur d'insectes (2008), Le Septième Fils (2010) également chez Métailié Noir ; Jón Hallur Stefánsson, Brouillages (2007), L'Incendiaire (2010) chez Gaïa Polar ; Yrsa Sirgurðardóttir, *Ultimes Rituels* (2011) chez Anne Carrière.

PÉRIPLE LITTÉRAIRE

À CHACUN son "Tour de

France". Le mien fut litté-

raire. À Sète vit le souvenir de Paul Valéry... À Lourmarin, j'ai été me recueillir sur la tombe d'Albert Camus. Un peu plus loin sur celle d'Henri Bosco. Ce sont les poèmes de Bosco qui amenèrent Camus à Lourmarin en décembre 1958. De sa terrasse il avait vue sur les montagnes du Lubéron. Elles lui rappelaient son Algérie... Jusqu'en septembre se tient à la bibliothèque municipale une exposition évoquant Albert Camus. Des écrits, des livres, des photos, des coupures. Parmi les articles on en trouve de Jean Méningaud parus dans Aspects de la France. Ces temps-ci, sur la place du village, une troupe d'amateurs, le Théâtre rural d'animation culturelle a donné Les Justes, mais surtout Révolte dans les Asturies, jusqu'ici jamais interprétée. Je me suis toujours senti "camusien", par opposition à Sartre. Il aimait la France, il aimait l'Algérie. Passionnément. Disant adieu au soleil du Lubéron, je suis remonté vers le Limousin. À Bellac, j'avais rendez-vous avec la mémoire de Jean Giraudoux 1. Il y est né le 29 octobre 1882. L'avouerais-je, davantage que l'auteur d'*Ondine*, de La Guerre de Troie n'aura pas lieu et La Folle de Chaillot, ce sont ces interprètes que j'ai entendus, applaudis et pour certains rencontrés. Une très belle exposition Limoges révélée, est consacrée à l'histoire de la photographie entre 1839 et 1914. Elle se tient jusqu'à fin septembre à la Galerie des Hospices 2. L'agencement des salles est réalisé avec goût. Les noms de Louis Daguerre, Bernard Lassimone, Martial Bonnaud, sans parler de Paul Burty Haviland parleront aux connaisseurs. Les thèmes évoqués sont variés. Photographies de la guerre de Crimée, vues de Limoges dévasté par l'incendie de 1864 et des barricades en 1905... À côté de cela, l'exposition est un étonnant album qui ressuscite le vieux Limoges et les personnages, humbles ou grands, qui ont peuplé le passé. Autant de visages, de présences qui s'accordent à la pensée d'Auguste Comte lorsqu'il écrivait que l'humanité est gouvernée « par plus de morts que de vivants ». 🗆 Ch-H.B.

1 - De 14 h 30 à 17 h 30 sauf le mardi ; samedi, dimanche et fêtes d'octobre à juin ; fermeture en septembre ; 54 avenue Jean-Jaurès ; 05 55 68 0377 2 - Jusqu'au 25 septembre de 10 heures à 19 heures, lundi excepté ; 6 rue Louis Longequeue ; 05 55 45 60 49.

□ LIVRES

Pour ne pas bronzer idiot

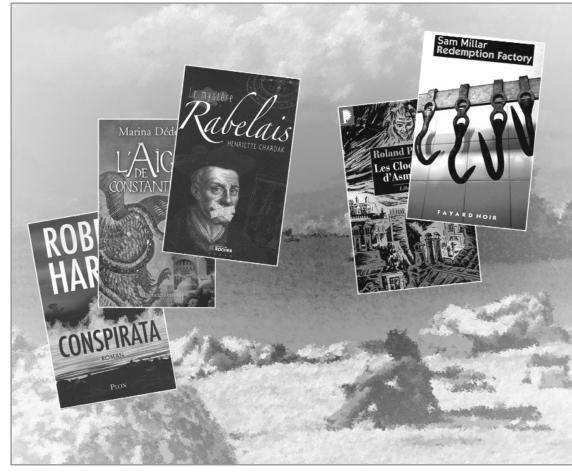
Les grands médias mettent en avant leurs "romans de l'été". Le pavé indigeste y côtoie le fascicule insipide.... Ces ouvrages ont en commun un vide intellectuel abyssal et une complaisance sans limites envers la pensée unique. Pourtant, en cherchant un peu, il est facile de trouver mieux. La preuve!

obert Harris réussit le tour de force de séduire le public anglo-saxon avec des romans historiques très éloignés des facilités ordinaires du genre puisqu'il s'agit de raconter, par le menu, la vie et l'œuvre de Cicéron. Hormis l'artifice consistant à prêter sa plume à Tiron, secrétaire, affranchi, ami et exécuteur testamentaire de Marcus Tullius, auquel on doit d'avoir sauvegardé l'essentiel de l'œuvre de son maître, Harris ne se permet aucune fantaisie. Certes, le style moderne, unique concession aux goûts du public, ne saurait être celui des authentiques Mémoires de Tiron, hélas perdus, mais tout le reste, du déroulement des événements jusqu'aux commentaires du Grec et son regard désenchanté sur les ultimes années de la République romaine, sonne étonnamment juste. Comme les parallèles, évidents, entre notre époque et le ler siècle avant notre ère, révélateurs d'une déliquescence comparable. O tempora, o mores!

Machination dans la Rome antique

C'est justement à l'épisode de la conjuration de Catilina que Harris s'attaque avec ce second volume. Si, dans Imperium, il décrivait l'habile cheminement de Cicéron, homo novus, vers le Consulat, avec Conspirata, voici le politicien aux affaires. Harris est assez fin pour saisir ce qu'il y a de définitivement étrange dans la prétendue conspiration de Lucius Sergius, et que l'affaire ressemble à s'y méprendre à une machination suprêmement adroite du parti des Optimates contre leurs vieux ennemis Populares dont le brillant Catilina était chef de file. Tiron, bien sûr, attaché au souvenir de son maître, ne saurait pousser si loin ses doutes, mais... Comment s'étonner que nos hommes politiques, aujourd'hui, soient si peu désireux de favoriser l'étude du latin et de l'histoire romaine? On y apprenait à réfléchir. Et c'est bien le dernier souhait de nos democrates totalitaires...

Si l'histoire romaine est bannie, que dire de celle de Byzance, cantonnée à un cénacle de spécialistes? Elle compte pourtant une étonnante galerie de personnages qui mériteraient d'être tirés de l'oubli. Marina Dédayan s'y emploie en allant y chercher Andronic Comnène. Cadet de la dynastie, écarté de la pourpre, ce cousin du grand Manuel fut, des décennies, le rival déclaré et jaloux du Basileus. Faussement occupé d'amours scandaleuses qui empêchaient de voir derrière cette façade ses agissements politiques, Andronic, pour devenir



empereur, ne recula devant aucune bassesse, aucune trahison, aucun forfait, et monta en effet sur le trône, pour y laisser le souvenir du plus cruel usurpateur que Constantinople eût subi. Le peuple, excédé, l'assassina au cours d'une de ses émeutes dont il avait le secret. Séducteur invétéré mais homme haïssable, Andronic n'est pas de ces héros qui attirent la sympathie. Il fallait à Marina Dédéyan une certaine audace pour s'y risquer, avec un incontestable talent. L'Aigle de Constantinople est un roman qui brille par la qualité de la reconstitution historique, le sens de la psychologie, l'habileté du récit. Et la discrète érudition distillée au lecteur.

Un nouveau Rabelais

Le Mystère Rabelais d'Henriette Chardak suscite de prime abord un vague agacement : quoi, encore une histoire de secrets enfouis et de mystères anciens à résoudre au terme d'une course au trésor plus ou moins ésotérique destinée à dévoiler les mensonges intéressés des puissants ? Depuis le Da Vinci Code, on a tellement usé de la ficelle qu'elle devrait avoir rompu et les auteurs qui s'y accrochent encore sont soupconnables d'opportunisme, ou d'absence d'imagination... Il serait injuste d'imputer ces défauts trop communs à Mme Chardak. Certes, elle se sert de ce schéma éculé, mais le résultat s'avère incontestablement différent, et remarquable. Prenez une journaliste répondant au doux nom d'Agathe Belladone, travaillant à l'improbable *Lanterne de l'Oise*; une édition rarissime de Rabelais, annotée de la main de l'auteur en cette langue des Oiseaux qui lui servait à se rire des imbéciles ; un collectionneur américain millionnaire décidé à comprendre ce que cachent ces annotations ; un trou de trois ans dans la vie du Chinonnais. Supposez une rencontre, et plus si affinités, avec celle que l'on nommait « la Perle des Perles », la belle Marguerite, sœur de François Ier, reine de Navarre. Supposez que, de cette rencontre, soient nées deux jumelles... Supposez... Au vrai, peu importerait que Rabelais fût le père de Jeanne d'Albret, puisque ce n'est point d'elle, mais de son époux, Antoine de Bourbon, que Henri IV tenait ses droits à la couronne de France. La bombe n'exploserait pas bien fort. Reste un joli travail d'érudition et un jeu littéraire à trois niveaux : la vie de Rabelais, ses confessions tardives à sa fille religieuse, les recherches d'Agathe et de l'Américain. Le tout dans des styles variés mais également remarquables par le travail d'écriture qu'ils supposent : étonnant.

Rapatriés en Corse

Juillet 1962 : trahis par De Gaulle, les Français d'Algérie, pris entre la valise et le cercueil, deviennent, dans l'indifférence, voire l'hostilité de leurs compatriotes de métropole, des "rapatriés". Pasquale et Chantal, un couple de viticulteurs, s'estiment moins à plaindre que leurs amis : il leur reste la maison familiale en Corse, l'espoir de replanter des vignes sur l'île de leurs aïeux. Mais les projets optimistes se heurtent à une réalité si douloureuse que leur union manque s'y briser et, quand leur fils unique, jeune avocat brillant, décide de se lancer en politique afin de faire entendre à une France frappée d'amnésie un autre langage, tous deux ont aussitôt la conviction de s'acheminer vers un nouveau drame, inévitable... La tragédie de l'Algérie française en toile de fond, Louis Pozzo di Borgo propose, avec La Gloire des vaincus, une lecture intelligente de la crise corse, de la tentation indépendantiste à travers les rêves et les dérives de personnages attachants. Cette analyse très fine du climat politique du demi-siècle écoulé et de ses conséquences n'incite pas à un optimisme délirant, mais la foi de l'auteur et de ses héros transcende, heureusement, toute tentation de decouragement.

Enquête à Besançon

Besançon, un mois de décembre du début des années soixante. Le Négus, clochard sympathique, est retrouvé noyé dans le Doubs. Banal accident dû au verglas et à l'alcool, sauf pour un journaliste. Sortant de chez sa maîtresse, « une jeune fille », il a vu le Négus s'assommer en tombant d'un mur, très loin de la rivière. À l'évidence, le pauvre type, dans l'état où il se trouvait, n'est pas allé se jeter à l'eau tout seul... Coupable de non-assistance à personne en danger, le Rouletabille local ne

saurait faire de confidences à la police, mais cela ne lui interdit pas de jeter le doute sur les circonstances exactes du décès. Au risque de provoquer une imprévisible série de catastrophes... Le commissaire Roland Pidoux de la PJ bisontine eut son heure de gloire grâce au Prix du Quai des Orfèvres 1963. Puis il écrivit ce second roman, Les Clochards d'Asmodée, chronique étonnamment féroce d'une bourgeoisie de province bien pensante d'il y a cinquante ans. Et son œuvre littéraire s'arrêta là, ce qu'on peut déplorer en se plongeant dans ce bref récit caustique, noir, tendre et désabusé dont l'univers paraîtra bientôt aussi lointain que celui de Balzac...

Roman noir en Ulster

La vie de Paul Goodman, vingt ans, n'a jamais été rose. Rien d'agréable à grandir dans les quartiers catholiques de Belfast, surtout quand votre père, militant de l'IRA, a disparu dans des circonstances non élucidées. Pour s'en sortir, Paul a ses poings, et ses talents de joueur de billard dont il s'imagine qu'ils lui permettront de faire fortune. En attendant, il travaille à Redemption Factory, un drôle de nom pour le plus grand abattoir d'Ulster... Un drôle d'endroit aussi, avec un patron truand et assassin notoire, flanqué de ses filles. Violet, défigurée dans un accident de voiture, Geordie, infirme de naissance qui met à vaincre son handicap une telle rage que Paul, effaré, se rend compte qu'il en est tombé amoureux. Définitivement une mauvaise idée et qui pourrait lui coûter la vie si la Providence ne le conduisait à la boutique de Philip Kennedy, un homme hanté de remords depuis ce jour lointain où il a abattu un de ses camarades accusé de trahison, un camarade qui, finalement, s'est révélé innocent, un camarade qui, justement, s'appelait Goodman. Et Dieu sait que Philip Kennedy donnerait n'importe quoi pour se laver de ce péché...

Sam Millar signe là un roman tellement noir, tellement terrifiant, tellement cauchemardant qu'on en émerge épouvanté, cherchant son souffle, comme d'un délire de Jérôme Bosch. Et, en même temps, bouleversé parce que, chose impensable dans la littérature actuelle, Redemption Factory, cette histoire baignée de sang et d'horreur, de chagrin, de désespoir et de folie, est d'abord, est surtout, et véritablement, une magnifique histoire de redemp tion, de pardon, d'amitié, d'amour et d'espérance. ■

Anne Bernet

✓ Robert Harris, *Conspirata*, Plon, 430 p., 23 €; Marina Dédeyan, *L'Aigle de Constantinople*, Flammarion, 580 p., 21,90 €; Henriette Chardak, *Le Mystère Rabelais*, Le Rocher, 520 p., 23,90 €; Louis Pozzo di Borgo, *La Gloire des vaincus*, 160 p., à commander chez l'auteur, 7 rue Nungesser et Coli. 25200 Montbéliard; Roland Pidoux, *Les Clochards d'Asmodée*, Phébus Libretto., 152 p., 6,90 €; Sam Millar, *Redemption Factory*, Fayard Noir, 335 p., 19 €.

BIOGRAPHIE

Malaparte, illustre inclassable

Compagnon de Mussolini, Curzio Malaparte n'en fut pas moins marxisant et toujours rebelle... Portrait d'un aventurier de l'esprit.

CURZIO MALAPARTE fait partie de ces écrivains illustres du XXe siècle qui ne sont plus beaucoup lus, du moins en Italie, son pays natal. Reste un halo de mystère et de scandale. Les esprits curieux d'histoire, peu ou prou trafiquée par le talent, connaissent Kaputt (1944) et La Peau (1949), deux œuvres fortes tout imprégnées du désastre de la guerre, puis de la misère matérielle et morale de l'après-guerre. Mais l'auteur, le personnage, qu'en savons-nous plus de cinquante ans après sa mort à Rome ?

L'horreur démocratique Peut-être se souvient-on de la

maison bâtie sur un éperon rocheux de Capri (et qui servit de décor au Mépris, film de Jean-Luc Godard inspiré d'un roman de Moravia), la Casa come me, conçue, réalisée et meublée par Malaparte qui, en 1945, dut justifier de ses ressources devant le Commissariat pour les procédures contre les profits du régime fasciste. Car avant de rompre avec le Parti national fasciste, devenu à ses yeux conservateur et embourgeoisé, Malaparte en fut l'un des chantres, un proche de Mussolini et du comte Ciano. Il est vrai que, par un de ces retournements dont l'Italie post-fasciste fut féconde, Malaparte bénéficia alors de la discrète protection du communiste Togliatti de retour d'URSS, ce qui lui valut la relative indulgence des comités d'épuration. « Fascisant, mais aussi marxisant, anarchisant, toujours rebelle, Malaparte l'est et le restera également par méfiance, voire répugnance envers la démocratie parlementaire », précise Maurizio Serra, écrivain et ambassadeur d'Italie à l'Unesco, dans une savante et passionnante biographie retraçant la vie et l'œuvre de cet aventurier de l'esprit. Lui-même franc

Dans son Malaparte, vies et légendes, Maurizio Serra fait toujours preuve d'indépendance d'esprit, évitant tout manichéisme et témoignant même d'une évidente empathie à l'égard de son sujet polymorphe, intellectuel et conspirateur, mondain et homme d'action, caméléonesque assurément, mais avec une constante, son « horreur phobique de la décadence ». Né de père allemand et de mère lombarde en 1898, en Toscane, celui qui s'appelle en-

core Kurt Suckert fait montre très jeune d'une force de caractère peu commune, en s'engageant en 1914 dans l'armée française alors que l'Italie n'entrera dans la guerre que l'année suivante. Une expérience humaine et virile qui le marquera durablement. De retour à la vie civile, c'est tout naturellement qu'il s'inscrira au Parti national fasciste, et sera même un compagnon de route des redoutables squadristi. Mais sa vocation est l'écriture et le combat des idées.

Rencontres maurrassiennes

Lors des nombreux séjours qu'il effectue en France dans les années vingt, Curzio Malaparte fréquente les milieux maurrassiens, s'intéresse aux Camelots du Roi et accompagne à Rome une délégation de l'Action française reçue par Mussolini. C'est toutefois son "fascisme rouge", son goût immodéré de la force, qui par la suite prendra le dessus - allant jusqu'à admirer, une fois refroidi le « cadavre sacrificiel » de Benito Mussolini, le communisme de guerre et la Chine de Mao. Somme toute, le parcours balisé d'un intellectuel "engagé" au mitan du XX^e siècle, mais d'un intellectuel qui eut plusieurs vies et forgea ses propres légendes. 🗆

Guy C. Menusier

✓ Maurizio Serra, Malaparte, vies La Rochelle, Aragon et Malraux et légendes, editions Grasset, 634 p., 23 euros.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE?

du collier, Maurizio Serra avait

La Table Ronde un essai remar-

qué, Les Frères séparés, Drieu

publié il y a trois ans à

face à l'histoire.

Pour lui permettre de vivre. abonnez-vous. faites des abonnés!



□ MONARCHIE

L'Iran, un cas d'école

Après le coup d'État du général Reza Khan et son couronnement le 25 avril 1926, en l'espace de deux règnes, la monarchie iranienne fut en mesure de faire trembler le monde.

ous avons déjà, dans ces colonnes, évoqué la soi-disant révolution roumaine de décembre 1989 et, après d'autres, démonté son caractère faussement spontané. Sans vouloir porter en système cette analyse, la révolution iranienne correspond également à ce gros mensonge universel. Mais alors que Bucarest vit la chute d'un dictateur qui avait ruiné son pays, l'Iran brûla ce qu'il avait de meilleur en lui en renversant le shah.

Efficacité de la monarchie

Parmi les Français de vingt ans ou de trente, combien sont en mesure de se rappeler ceux qui présidèrent au destin de l'Iran avant le règne de l'intégrisme musulman? Les plus informés s'en tiennent à la lecture talentueuse mais réductrice du Persepolis de Mariane Satrapi où le roi Reza Kahn et son fils Mohammad Reza sont perçus comme d'affreux tyrans. Il est vrai que la petite Mariane évolue dans le milieu des intellectuels marxistes de Téhéran, antishah sectaires. Le grand public s'en tiendra donc là. Il n'ira pas voir, pas même sur Wikipedia, ce que l'Iran doit aux Palavi, la dernière maison royale. Disons-le d'emblée : l'histoire des deux derniers shah est un manifeste éclatant en faveur de l'efficacité de la monarchie, et il nous plaît de le souligner pas seulement pour la France.

L'Iran - désigné comme Perse jusqu'en 1935 - a bien failli disparaître sous les coups des ambitieux colons anglais ou russes. Réduit à une population de sept millions d'habitants en 1914, analphabètes et affamés, incapables de défendre leurs atouts, à commencer par les sources d'énergie naturelles dont ils sont abondamment pourvus, comme le pétrole et le gaz, les descendants de Cyrus et de Darius semblaient n'avoir survécu si longtemps que pour disparaître finalement à l'aube du XX^e siècle. À coup sûr, les civilisations sont mortelles, mais le génie des peuples, parfois, dresse une pierre ultime, comme un obstacle a l'aneantissement. Ce fut le rôle joué par le général Reza Khan, personnage sans génie mais au bon sens vraiment capétien, terrien impatient et têtu, qui prit le pouvoir en 1921 par un coup d'État. Il n'avait de modèle qu'Atatürk ; Mustafa Kemal si vous préférez, qui menait tambour bâtant la Turquie vers la modernisation occidentale : développement économique, laïcisation du pays, émancipation des femmes auxquelles Kemal accorda le droit de vote dix ans avant la France en 1935. La même année, Reza Khan fit le voyage officiel à Ankara pour rencontrer son idole et découvrir, ébloui, les bienfaits



Mohammad Reza Palavi régna sur l'Iran de 1941 à 1979

du rail en traversant l'Anatolie. De chemin de fer, l'Iran en était toujours dépourvu. Des écoles, pas davantage. Des hôpitaux? Néant. Un état proche de la décomposition, tenu surtout par l'Anglo-Persian Oil Company qui commençait à confisquer le pétrole. Tout était à faire.

Un immense chantier

Reza Khan s'identifia au pays. L'iran, c'était lui. La monarchie, donc. Presque naturellement, mais peut-être un peu contraint par le clergé, il se fit couronner le 25 avril 1926 Reza Shah Palavi. Dès lors, tout se mit en marche : réappropriation des dividendes pétrolifères, construction d'un chemin de fer national, le Transiranien, création d'une éducation publique, réforme de la justice d'où sera exclu le clergé chiite, promulgation d'un code civil et d'un système de santé, enfin neutralité diplomatique. Devant les insupportables succès de la monarchie iranienne, les alliés occupent l'Iran en 1941 et reversent Reza Shah pour le remplacer par son fils Mohammad Reza, qu'ils espèrent plus docile. Ce dernier poursuivra l'œuvre de son père dans le chaos de la Guerre froide, contre deux minorités, quelques avatollahs et le Tudeh, le parti communiste iranien. En 1953, la nationalisation du pétrole accompagne des réformes laïques. En 1960, le shah fonde l'Opep avec le roi Fayçal d'Arabie, l'Irak, le Venezuela et le Koweit pour pallier la baisse du baril, et maîtriser les prix indispensables à la modernisation du pays, qui se poursuit de manière fulgurante.

70 millions d'iraniens assistent en 1971 à la commémoration des

2 500 ans de la monarchie perse. L'Occident frémit. Jusqu'où l'Iran ne montera-t-il pas? Quelle revanche après des décennies d'humiliation! Une espérance de vie en constante amélioration, un développement technique impressionnant, la révolution blanche entamée en 1961 multiplie tous les succès : autoroutes, grands barrages permettant d'immenses réseaux d'irrigation et l'électrification du pays entier, ce qui coûtera à l'Iran un milliard de dollars. Qu'à cela ne tienne, la monarchie iranienne imposera la création de 2 500 écoles rurales, des logements sociaux toujours plus nombreux et une égalité entière des droits entre les hommes et les femmes. En l'espace de deux règnes, la monarchie iranienne était en mesure de faire trembler le monde.

L'inusable scénario de la révolution

La monarchie des Palavi, propulsée au rang des grandes puissances, faisait sentir son poids. Le shah protestait contre l'equipement militaire que lui vendaient les États-Unis, contestait la présence américaine dans le golfe Persique, appelait à sa dénucléarisation. Il se permettait une politique diplomatique d'équilibriste. Ami de tous, des États-Unis comme de l'URSS, des Anglais comme des démocraties populaires, d'Israël comme des Palestiniens ou des Égyptiens, l'Iran se permettait le grand écart permanent et avançait avec la tranquille assurance des géants. La crise pétrolière de 1973, liée

aux décisions de l'Opep d'augmenter le prix du baril, fut la première condamnation à mort »»»

»»» de la monarchie iranienne. Cette fois, le shah allait trop loin. Et même son ami l'américain Kissinger tenta de l'en avertir. Mohammad Reza devient victime de son succès. « L'Iran est un îlot de stabilité dans une des régions du monde les plus troublées », affirmait le président américain Carter. Mais c'était pour mieux, en sous-main, contribuer à la déstabilisation du régime monarchique. Les États-unis finançaient tous les opposants au shah, y compris les religieux chiites. « Pour atteindre un moyen à court terme, on a créé un monstre », résume Houchang Nhavandi. Les médias vont contribuer à ternir l'image du shah en évoquant sa mégalomanie, en n'ayant de regard que pour ses opposants et en ignorant le plus souvent ses partisans.

La révolution en marche

Pour qu'opère une bonne révolution, c'est indispensable, il faut la faire au nom des droits de l'homme. On parlera donc du despotisme de la police politique, la Savak. Il faut aussi un objet de scandale qui sert de détonateur. Ce sera un article commandé maladroitement par le gouvernement pour discréditer un opposant religieux. Il faut enfin un massacre et des victimes pour avancer le nom des martyres de la cause. Ce seront les tirs de la place Jaleh le 8 septembre 1978 provoquant 121 morts civils et 70 morts militaires. Naturellement, la plupart des tireurs de cet acte irréversible sont encore non identifiés.

Après cela, que reste-t-il au shah? Devenir un tyran sanguinaire? Le cri de "mort au shah" soufflé dans les oreilles des opposants à la monarchie par les puissances occidentales, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Israël, résonna dans le cœur du shah comme le "dix ans ça suffit" qui éclaboussa l'orgueil du général De Gaulle en 1968. En politique, il faut mépriser l'événement et ne pas succomber aux sentiments. Mais la monarchie, ce n'est pas de la combine politique, c'est de la mystique familiale, où le shah est ce père effondré, anéanti, qui clame son désarroi : « Mais que leur ai*je donc fait* ? » Ce qu'il leur avait fait ? Il leur avait fait faire un grand bon en avant vers la modernité. L'Occident préféra une république retardataire à un despotisme éclairé.■

Marc Savina

□ DÉBAT

Souverainisme et monarchie

Le souverainisme est un premier pas vers le nationalisme. Il est présenté ici comme « un état politique que seul le nationalisme peut faire accéder à la maturité ».

l'occasion de l'niversité d'été 2005 de l'Action française, Pierre Pujo, alors directeur du journal, avait prononcé une allocution dans laquelle il opposait souverainisme et nationalisme, le premier terme constituant une étape dont seul le second était l'aboutissement : « Le réflexe patriotique ne suffit pas. Il nous appartient d'inciter les souverainistes à approfondir leur réflexion politique. Nous devons travailler à réhabiliter le nationalisme [qui] est à l'origine du mouvement d'Action française. C'est à partir d'une réflexion nationaliste que l'Action française est devenue royaliste et qu'elle a rénové un royalisme qui s'étiolait car il ne reposait plus que sur de vieilles fidélités familiales ou sur le snobisme. » (L'AF 2000, n° 2684)

Un faux-nez

En d'autres termes, Pierre Pujo considérait que le souverainisme était condamné à n'être que le faux-nez d'un nationalisme francais, qui ne s'assume plus depuis la reductio ad hitlerum dont il est systématiquement l'objet depuis la Libération. Il faut bien reconnaître que ce terme, importé du Québec par Paul-Marie Coûteaux, fait florès, aussi bien à gauche (chez Chevènement voire chez Mélanchon), qu'à droite (Dupont-Aignan, Le Pen et certains du collectif UMP de la Droite populaire). Mais, c'est précisément là que le bât blesse. Oriflamme de tous les patriotes sincères, le souverainisme s'en tient exclusivement à l'objectif (recouvrer la souveraineté nationale) sans aucunement poser la question des conditions politiques pour l'atteindre. Or, le résultat seul ne suffit pas. Sortir du carcan européen, que nombre de "souverainistes" présentent comme l'acmé de la restauration de la souveraineté, est certes nécessaire, mais absolument pas suffisant. C'est négliger la règle du "politique d'abord" en avisant la cible



avant que de tendre la corde de l'arc. Être au bout du chemin, avant que de l'emprunter. Oui, le souverainisme est un état politique infantile que seul le nationalisme peut faire accéder à la maturité.

Nationalisme intégral

Ce nationalisme est cependant dit "intégral", en ce sens qu'il est indissociable des institutions politiques qui le servent. Résolument centré sur l'intérêt général, raison d'être de ces dernières, la préservation du bien commun lui est consubstantielle. Dit autrement, l'État sera national parce que son appareil le sera également. Le nationalisme d'Action française est donc moins une doctrine qu'une méthode d'action po-

litique. Il ne s'agit pas de "faire du nationalisme", comme d'aucuns (avec les ravages que l'on sait) firent jadis du collectivisme ou du national-socialisme, mais d'assurer uniment la préséance des intérêts de la France en tout et partout. Dès lors, si l'adhésion de cœur à la patrie est, bien sûr, ardemment souhaitable, elle doit nonobstant, pour être solide, être subsumée rationnellement par le souci ne varietur de la sauvegarde de la res publica. Or, la monarchie, sans être la panacée, est le seul régime naturel de la France (comme le fédéralisme l'est pour la Suisse, l'Allemagne ou les États-Unis, chacun, d'ailleurs, le pratiquant selon ses propres prémisses philosophiques), qui puisse réaliser le moins imparfaitement cette entreprise.



Dans le premier numéro de L'Action Française quotidienne du 21 mars 1908, les membres du comité directeur (parmi lesquels, notamment, on retrouvait, autour de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville, Maurice Pujo et Henri Vaugeois) signèrent, en guise de manifeste, ces quelques lignes: « Pas de roi, pas de puissance nationale, pas de garantie pour l'indépendance de la nation. [...] C'est en cela précisément que réside le nationalisme intégral. Il met en ordre les problèmes français, il permet de les comprendre, et ce qu'ils peuvent offrir de contradictoire sans lui s'accorde en lui parfaitement ; par exemple, un pouvoir central très fort et des villes, des provinces, des corporations entièrement libres, au lieu de se détruire comme en République, se prêtent un appui réciproque et se consolident par l'opération de la monarchie. » Rien à rajouter ou à retrancher.

Les moyens occultés

C'est dire que le souverainisme militant, aveuglé qu'il est par son objet de passion, occulte la réflexion sur les moyens de conserver et de pérenniser la souveraineté (théorique) qu'elle appelle à recouvrer. Il ne voit pas ou feint de ne pas voir qu'au prix d'une dangereuse économie de moyens, son axiome républicain implicite s'épargne la purge de ses ferments de divisions et de dispersions futures. La souveraineté doit demeurer cette indivision intangible et non faire l'objet d'incessants partages successoraux entre les membres hétéroclites de ces familles décomposées que sont les partis politiques. ■

Aristide Leucate aleucate@yahoo.fr

INSTITUTIONS

Pour en finir avec la présidentielle permanente

DOIT-ON se résigner à cette "présidentielle permanente" qui paralyse l'action de l'État depuis de trop longs mois et qui se déroule même au sein du gouvernement, comme si l'élection de 2012 était le seul horizon ? Je vois dans cette "présidentielle permanente" l'un des drames de notre vie politique, car les vrais débats, les plus importantes confrontations d'idées se réduisent toujours à cette question : « À qui la place, la première place dans notre République ? » C'est d'ailleurs, a contrario, l'une de mes fortes raisons d'être royaliste : pour libérer notre vie publique de cette question entê-

tante, confions la première place, la magistrature suprême de l'Etat, à qui ne la demande pas, ne la désire pas, mais la trouve, en possible et potentiel héritage, dans son berceau, par le simple fait de sa naissance et de la mort, un jour ou l'autre, de son prédécesseur. La formule « le roi est mort, vive le roi » symbolise la plus naturelle et la plus rapide des transmissions politiques, sans jeu de partis ni de clientèles : c'est un avantage certain et une économie non moins certaine, en particulier de promesses et de démagogie...

Préserver l'arbitrage

Cela n'empêche pas, bien au contraire, une vraie vie politique, de vrais confrontations et de belles empoignades, mais cela n'affecte pas l'existence même de l'État et "libère" la magistrature suprême des forces concurrentes sur le plan électoral : en cas de crise politique ou de conflit extrême, cela autorise un arbitrage

qui n'est pas un arbitraire, comme on a pu le voir, par exemple, en Espagne en février 1981 lorsque des putschistes ont tenté de renverser par les armes le cours normal de la confrontation politique et électorale. Dans le cadre de la monarchie active que je souhaite pour la France, cet arbitrage royal serait aussi le meilleur moyen pour aller le plus loin possible dans la discussion et dans l'audace politique sans risquer de mettre en péril l'unité de la France, aujourd'hui affaiblie par les guéguerres politiciennes et les tentations communautaristes...

« On finira bien par y penser », me disait, il y a quelques jours, un fin observateur de la vie politique française, avec un large sourire : oui, il faut le souhaiter, et vite car cette "présidentielle permanente" me fatigue déjà par ses faux suspenses et ses manœuvres dilatoires, y compris au plus haut lieu de l'État... Alors, vite, la monarchie!

Jean-Philippe Chauvin

□ HISTOIRE

Le 14 juillet, une fête royale!

Érigée en mythe, la prise de la Bastille n'en fut pas moins le fait de vulgaires émeutiers. C'est d'ailleurs la fête de la Fédération, organisée un an plus tard en présence du roi, que la République est censée célébrer le 14 juillet.



e 14 juillet est devenu fête nationale au début de la ■III^e République, après un débat fort animé le 8 juin 1880. Il est savoureux de lire, avec le recul, les propos du rapporteur de la proposition de loi, Antoine Achard, député radical de la Gironde : « Les grands, les glorieux anniversaires ne manquent pas dans notre histoire. Celui qui vous est désigné est mémorable à double titre ; il rappelle en effet la prise de la Bastille le 14 juillet 1789 et la grande fête de la Fédération célébrée le 14 juillet 1790. La prise de la Bastille qui fut le glorieux prélude, le premier acte de la Révolution a mis fin au monde ancien et. en ouvrant les portes de la rénovation sociale, a inauguré le monde nouveau, celui dont nous vovons l'aurore, [...] le monde de la justice et de l'humanité, de l'égalité des droits et des devoirs. La fête de la Fédération a fait le monde moderne. En mettant en contact sympathique des populations jusqu'alors étrangères les unes aux autres, [...] en leur apprenant en un mot à se connaître et à s'aimer, la fête de la Fédération a fondé, sur des bases indestructibles, l'unité de la patrie. » Quelques décennies plus tard, l'été 1939, l'historien monarchiste Pierre Gaxotte (1895-1982) répli-

mer, la fête de la Fédération a fondé, sur des bases indestructibles, l'unité de la patrie. » Quelques décennies plus tard, l'été 1939, l'historien monarchiste Pierre Gaxotte (1895-1982) répliquait par un texte ironique : « Le 14 juillet est devenu la fête de l'unité française. Devenu, ou plutôt redevenu. Historiquement et légalement en effet, notre 14 juillet ne commémore pas la délivrance des faux-monnayeurs et des satyres qui étaient emprisonnés à la Bastille, mais bien la

fête de la Fédération. [...] Quoique agrégé d'histoire, M. Daladier avait, par prudence, recouru à la science de M. le directeur des Archives nationales. [...] Je ne m'explique pas comment, à eux deux, ils ont pu commettre, dans leur reconstitution, deux énormes oublis. 1° La fête de la Fédération consista d'abord en une messe solennelle chantée par un évêque. Cette année, pas de messe. 2° Pour la présider, il y avait un roi, circonstance importante et nécessaire. Un roi, Monsieur le président, un vrai roi à fleurs de lys, avec sa femme, son fils, sa fille et sa sœur. Puisque vous vouliez que votre fête révolutionnaire et commémorative de l'unité française fût exacte, il fallait y mettre le roi. Il fallait rétablir la monarchie. Sinon, ce n'est plus de l'histoire, c'est du roman. »

Secrets de la Bastille

Il est vrai que ces deux "14 juillet" se sont déroulés quelques années avant la République, en un temps où cette idée même apparaissait incongrue en France... Malgré les accents lyriques du député Achard, le 14 juillet 1789 ne fut pas vraiment glorieux. Il est d'ailleurs amusant de constater que nos officiels de la République célèbrent une émeute dont ils se seraient effrayés à l'automne 2005. Comment dénoncer les désordres des banlieues quand on glorifie un épisode d'une violence aveugle et, à l'origine, si peu politique ? Il faut relire Les secrets de la Bastille tirés de ses archives, écrit par l'historien Frantz Funck-Brentano dans

les années trente. Après le pillage des dépôts d'armes des Invalides (28 000 fusils et vingt-quatre canons), l'émeute se déplaça vers la Bastille pour aller chercher la poudre qui s'y trouvait, et non pour libérer les sept prisonniers qui y étaient enfermés. Funck-Brentano appelle à « distinguer les deux éléments dont se composa la foule qui se porta sur la Bastille. D'une part une horde de gens sans aveu, ceux que les documents contemporains ne cessent d'appeler "les brigands" et, d'autre part, les citoyens honnêtes - ils formaient certainement la minorité - qui désiraient des armes pour la constitution de la garde bourgeoise. La seule cause qui poussa cette bande sur la Bastille fut le désir de se procurer des armes. [...] Il n'était pas question de liberté, ni de tyrannie, de délivrer des prisonniers, ni de protester contre l'autorité royale. La prise de la Bastille se fit aux cris de: Vive le Roi! »

Des brigands à l'œuvre

L'historien relate cet épisode : « Une jolie jeune fille, Mademoiselle de Monsigny, fille du capitaine de la compagnie d'invalides de la Bastille, avait été rencontrée dans la cour des casernes. Quelques forcenés s'imaginèrent que c'était Mademoiselle de Launey (M. de Launey, ou Launay, était le gouverneur de la Bastille). Ils la traînèrent sur le bord des fossés, et, par gestes, firent comprendre à la garnison qu'ils allaient la brûler vive si la place ne se rendait. [...] M. de Monsigny voit le spectacle du haut des tours, il veut se précipiter vers son enfant et est tué par deux coups de feu. [...] Un soldat, Aubin Bonnemère, s'interposa avec courage et parvint à sauver la malheureuse enfant. » La Bastille se rendit sans vraiment combattre et le gouverneur, malgré les promesses, fut massacré et sa tête fichée au bout d'une pique : c'était la première à tomber, la première d'une liste fort longue... Ouant à la liste définitive des "vainqueurs de la Bastille", elle comptera un peu moins de neuf cents noms, ce qui est loin de représenter le "peuple de Paris".

Le dramaturge Victorien Sardou s'interroge dans sa pièce Rabagas : « À quoi distingue-t-on une émeute d'une révolution ? L'émeute, c'est quand le populaire est vaincu..., tous des canailles. La révolution, c'est quand il est le plus fort : tous des héros ! » Si, dans cette affaire, le "populaire" fut en définitive peu présent et représenté le jour même, la formule n'en donne pas moins une leçon à méditer.

Jean-Philippe Chauvin http://nouvelle-chouannerie.com

MAURRAS

Le nationalisme intégral

Par la défense d'un nationalisme "intégral", l'Action française veut promouvoir les institutions les plus aptes à servir le bien commun.

LE NATIONALISME intégral est une valeur purement maurrassienne. Pour la comprendre, il est tout d'abord nécessaire de préciser ce qui différencie le nationalisme du patriotisme. Le patriotisme est l'amour du sol national, de la terre des ancêtres, du territoire historique du peuple, c'est aussi la volonté de défendre ce territoire contre l'étranger qui voudrait le conquérir et s'y installer. Le nationalisme est la sauvegarde de l'œuvre des pères de la nation. Héritage culturel qui peut-être menacé sans que l'étranger ait passé les frontières ou que le territoire soit physiquement envahi. Le nationalisme est la défense de l'identité du peuple, la défense de la nation contre l'étranger, ennemi de l'intérieur.

La nation est la représentation en termes abstraits d'une réalité faite de traditions, c'est le plus vaste des cercles communautaires. Elle est au-delà des partis, des groupes et des intérêts individuels. La nation est avant les classes, avant les affaires, elle occupe le sommet de la hiérarchie des idées politiques. Les classes peuvent être hostiles, mais au fond elles sont solidaires, les unes et les autres ont un même intérêt à la prospérité d'un composé qu'elles forment et qu'on appelle nation. Barrés la voyait comme une chose éternelle, non pas comme un groupe d'in-

dividus qui votent mais comme

un corps de familles qui vivent.

Un fait de nature

La patrie est un fait de nature, écrivait Maurras. Elle n'est pas née d'un contrat, elle n'est pas le fruit d'un pacte consenti entre ses enfants. Ce n'est pas notre volonté qui nous a fait français; pas plus qu'on ne choisit son père et sa mère, on ne choisit sa patrie. On nait français par le hasard de la naissance, c'est avant tout un phenomene d'heredite. Montaigne, à qui on demandait d'expliquer son amitié pour La Boétie, répondit : « parce que c'était moi et parce que c'était lui ». L'homme est, par nature, un être social. Il ne peut pas vivre isolé aussi bien matériellement qu'intellectuellement. Dans la nation, il trouve le groupe, les règles et la morale, fruits de générations de maîtres, de travailleurs, de héros, d'artistes et de saints qui vont lui permettre de vivre en société et de s'y épanouir. La nationalité est une des modalités de cet état natu-



rel, elle dérive de la nature humaine telle que définie et qualifiée par la société. La nation est faites de ceux qui sont nés et qui ont été éduqués dans sa tradition. Le mot même vient du latin *natio*, la naissance. Le nationalisme est basé sur l'hérédité alors que la démocratie, surtout la nôtre issue de 1789, a été établie sur un égal mépris du passé charnel et du passé spirituel.

Deux nationalismes

Au nationalisme, qui a souvent

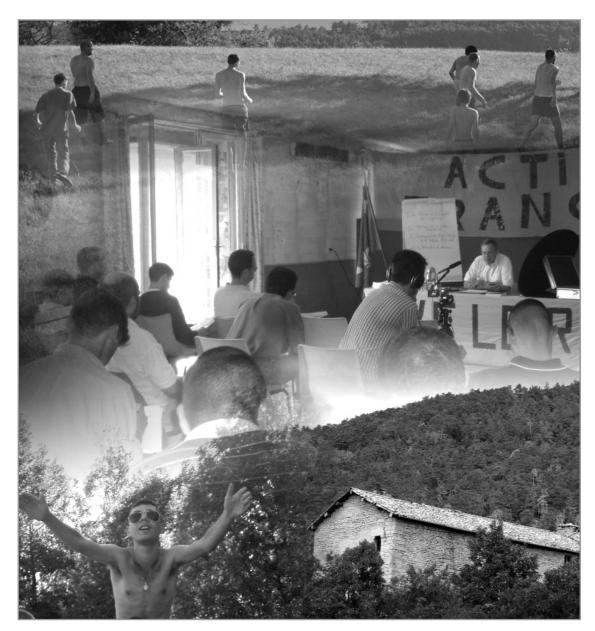
engendré des débordements, comme l'hitlérisme, le fascisme ou le bolchevisme, bien loin de la pensée maurrassienne, Maurras a ajouté l'adjectif "intégral". Que veut-il dire par là? Dans un article du 7 mai 1901 paru dans Le Soleil il écrit : « Nous ne sommes pas un parti. Nous sommes le salut public. Il n'y a que le salut public qui puisse émouvoir, orienter les défenseurs d'un nationalisme intégral. » Un peu plus tard, en 1909, il ajoute : « Il n'y a pas une vraie et une fausse doctrine du nationalisme. Il y a un nationalisme superficiel et peu conséquent, c'est le nationalisme républicain. Il y a un nationalisme cohérent et complet, c'est le nationalisme intégral. » C'est toutefois dans L'Action Française du 21 octobre 1926 qu'il en donne une explication simple et directe : « Le nationalisme intégral, c'est la monarchie. » Il poursuit dans l'article: « Quand nous avons écrit [...] que la monarchie était "le nationalisme intégral", nous avons pris soin de l'expliquer aussitôt en disant que la monarchie correspondait, trait pour trait, à tous les vœux, tous les besoins, à toutes les tendances, à tous les intérêts moraux, politiques, économiques manifestés par le mouvement nationaliste. » Le 26 mai 1930, toujours dans L'Action Française, il explicite encore plus clairement sa pensée : « Nationalisme dira désormais fidélité au service de la nation. [...] Nous y ajoutons, vous le savez, une épithète : intégral. Ce qui veut dire que tout ce que désire, recherche, souhaite et peut raisonnablement exiger un nationalisme français se trouve réalisé par la monarchie. » Aujourd'hui, au lieu de vilipender le nationalisme, nos dirigeants feraient bien d'inciter la jeunesse à lutter contre l'ennemi de l'intérieur, que dénonçait déjà Maurras il y a plus d'un siècle. □

Louis de Galice

□ CMRDS

L'université d'été d'AF

Dispensant une formation intellectuelle et militante, le Camp Maxime Real del Sarte se déroulera cette année en Vendée, du dimanche 21 au dimanche 28 août (journée portes-ouvertes le samedi 27).



□ INSCRIPTION - Le Camp Maxime Real del Sarte se déroulera cette année en Vendée, au Logis Sourdy (85130 La Gaubretière), du 21 au 28 août. Retenez dès à présent votre place. Participation: 20 euros par jour; 160 euros pour la semaine. Inscriptions au Centre royaliste d'Action française, CMRDS 2011, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS (chèques à l'ordre du CRAF). Renseignements: cmrds@actionfrancaise.net, 06 88 97 00 40.

□ PROGRAMME - Le 58° CMRDS sera consacré à la critique de la démocratie. Parmi les intervenants : Stéphane Blanchonnet, Jean-Philippe Chauvin, Xavier Cheneseau, Gabriel Dubois, Maxence Hecquart, E. Marsala, Michel Michel, Bernard Pascaud, Olivier Perceval, Marc Savina, Guillaume de Tanoüarn, Axel Tisserand, Francis Venant. Au programme des conférences : la démocratie équitable, la crise de la démocratie, la critique maurrassienne de la démo-

cratie, Tocqueville et la démocratie, démocratie et christianisme, démocratie et morale. Des ateliers porteront sur les sujets suivants: l'histoire de l'AF, le compromis nationaliste, la monarchie aujourd'hui; la communication, la prise de parole, les questions juridiques et stratégiques. Des tables rondes seront organisées sur l'universalisme démocratique, l'AF aujourd'hui. Aux études s'ajouteront des activités sportives, une sortie au Puy-du-Fou...

NAISSANCES

o Nous avons appris avec joie la naissance de Jeanne, le 5 juin 2011, suivie de son baptême le 25 juin. Nous présentons toutes nos félicitations aux heureux parents, Jean-Baptiste Favier et son épouse Clotilde, avec tous nos vœux de bonheur pour Jeanne.

o Nous adressons nos félicitations à Laurent Besombes Singla, ancien des camp Maxime Real del Sarte, et à son épouse Laurence, qui nous font part de la naissance de Philippine le 20 mai dernier. Nous formulons pour elle tous nos vœux de

belle croissance à la suite de ses frère et sœurs, Pauline, Diane, Charles et Faustine.

DÉCÈS

o Nous apprenons avec tristesse le décès de M. Paul Cuny, notre fidèle abonné, dans sa 92e année, domicilié 37 bis rue Fabre à Besançon. Il a marqué tous ceux qui l'ont approché par son courage, sa gentillesse, son appétit de vivre... Discret, présent à tous dans ses fonctions de conciliateur de Justice durant de nombreuses années de sa retraite. Il était d'une insatiable curiosité pour les recherches généalogiques de ses

ancêtres de papier. Il est parti sans revoir les volumineux dossiers ou figure son travail assidu de plus d'un demi-siècle. Mutualisé dans plusieurs associations, il était et il reste une mine précieuse de renseignements pour les adhérents ou pour tout autre, désireux de s'intéresser à son œuvre. Il s'est endormi, confiant, dans la Paix du Seigneur le 16 juin 2011. C'est dans la tombe familiale qu'il repose à Gérardmer. Dans cette épreuve douloureuse, nous présentons nos très sincères condoléances à son épouse, Mme Michelle Cuny, à son fils et sa famille, et les assurons de nos prières.

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanchonnet Secrétaire général Olivier Perceval Secrétaire général adjoint Romain Hellouin Trésorier
Giovanni Castelluccio
Secrétaire
administratif
Marie-Suzanne
de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste
de l'Aviath
Responsable
opérationnel
François Bel-Ker

Un blog incontournable

Plusieurs articles sont publiés tous les jours sur le blog du Centre royaliste d'Action française. S'ajoutent à des renvois vers d'autres médias, des contributions originales viennent commenter l'actualité. Vous y retrouverez en outre un compte rendu des activité du mouvement d'AF. Rendez-vous à cette adresse : www.actionfrançaise.net



Le nouvel insigne de l'AF est disponible

Vous pouvez le commander dès maintenant.

- □ L'insigne blanc est le nouvel insigne officiel du mouvement. Son prix de vente est de 10 euros (chèque établi à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris).
- □ L'insigne bleu est celui des vendeurs volontaires et des militants méritants. Il peut être remis, de manière officielle, par un cadre du mouvement lors d'un évènement de section (fête de Jeanne d'Arc, 11 novembre, etc.), fédération (meeting, session, etc.) ou national (banquet, fête de Jeanne d'Arc, CMRDS, etc.). Cet insigne ne peut être vendu.



□ L'insigne rouge est celui des cadres du mouvement. Le secrétaire-général est le seul à pouvoir donner cet insigne.

À lire et à offrir

Livres reliés de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville

Éditions originales brochées

Demandez la liste à nos bureaux : 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris Tél. : 01 40 39 92 06



VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter :

www.trouverlapresse.com

□ VOYAGES

Bainville, un cosmopolite français

Au cours de ses voyages, tout en côtoyant les élites des pays qu'il visitait, Jacques Bainville observait la vie quotidienne des habitants. Fasciné par l'immensité de l'empire russe, déçu par la Grèce, obsédé par l'Allemagne, il cherchait la civilisation et l'influence françaises.

ès l'adolescence, Jacques Bainville découvre le charme et la richesse intellectuelle des voyages. Son premier ouvrage, Louis II de Bavière, est un hommage à Maurice Barrès et à son roman L'Ennemi des lois dont toute une partie se situe dans cette Allemagne du Sud que Bainville souhaite à son tour découvrir en suivant les pas du jeune roi romantique.

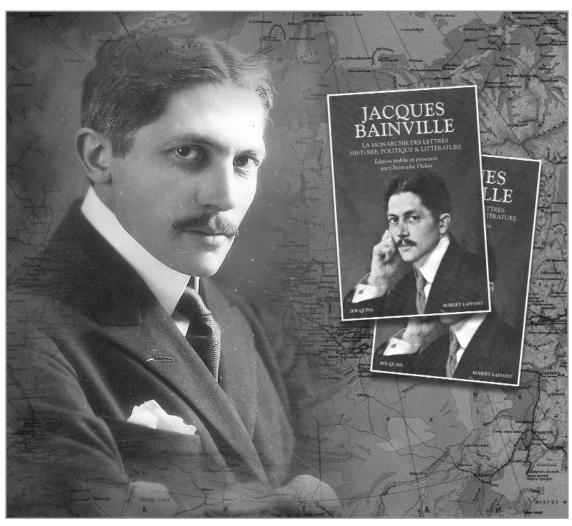
Nature du paysage

Aussi littérature et voyage sontils indissociables : « Un paysage résulte d'une élaboration historique et littéraire. C'est une expression de l'intelligence et de *l'art* », écrit-il ¹. Bainville semble ainsi s'écarter des mouvements touristiques qui, venus d'Angleterre, se répandent en Europe grâce notamment au développement des chemins de fer et à la démocratisation des transports maritimes. Polyglotte 2, il voyage à la rencontre de ses amis ou de ses relations mais fréquente aussi, en tant que journaliste et reporter, les princes, les hommes politiques et les milieux intellectuels européens. Lui qui donne à la psychologie des peuples, à l'histoire des hommes et à la géographie toute leur importance, il côtoie à la fois les élites du pays qu'il visite mais observe tout autant la vie quotidienne des habitants. Il ne faut pas chercher plus loin les raisons qui ont poussé Aristide Briand à l'envoyer en Russie pendant la guerre, en 1916. Bainville quitte la France au mois de janvier avec son épouse pour une

» ANTHOLOGIE

□ Ce texte est tiré de l'anthologie consacrée à l'œuvre de Jacques Bainville qui vient d'être éditée dans la collection Bouquins chez Robert Laffont sous le titre Jacques Bainville, la monarchie des Lettres, histoire, politique et littérature. Le lecteur retrouvera dans cet ouvrage introduit par Christophe Dickes une grande partie des œuvres du journaliste et de l'historien Jacques Bainville et notamment ses récits de voyages en Russie, en Grèce et dans plusieurs pays européens. Nous remercions les éditions Robert Laffont de nous en avoir autorisé la publication.

Jacques Bainville, La monarchie des lettres - Histoire, politique et littérature, éd. établie et préfacée par Christophe Dickès, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1152 p., 30 euros (disponible à nos bureaux).



durée de quatre mois. Logiquement, il doit contourner le front par le nord et traverse l'Angleterre, la Norvège et la Suède pour finalement s'engager dans l'immense empire russe par l'actuelle Finlande: « Qui pourrait se flatter de rassembler d'un coup d'oeil le labeur de l'énorme empire ? La guerre serait peut-être finie avant l'enquête. » Il tire de ce voyage un rapport diplomatique et de nombreux articles dont deux seront publiés dans La Revue des deux mondes dans laquelle il avait déjà écrit l'année précédente, à la suite de son voyage en Italie, alors que le pays s'engageait dans la guerre aux côtés de la France et de l'Angleterre 3.

Passage obligé

Autre récit d'importance : celui de son "pelerinage" en Grece, passage obligé pour tout intellectuel qui se respecte et où il se rend avec son ieune fils Hervé, âgé de huit ans. Il emporte avec lui deux guides mais aussi une biographie de Démosthène, le grand adversaire de Philippe II de Macédoine, et les œuvres du poète grec, satiriste et pamphlétaire, Aristophane. Le biographe Dominique Decherf a décrit admirablement la déception de Bainville qui « finit par là où Maurras avait commencé » 4. Les Sept Portes de Thèbes, récit du périple bainvillien, est un texte rare parce que l'écrivain a souhaité l'éditer à moins de quatre cents exemplaires... Non pour faire monter les enchères des bibliophiles, mais bien parce que la Grèce a été une désillusion.

Dans l'antiquité, au VIe siècle av. J.-C., Thèbes prend la tête de plusieurs cités béotiennes, mais ne fut jamais assez forte pour les unir en un seul État : « Thèbes me plaît mieux qu'Athènes et Sparte, parce qu'elle a failli être aussi grande que ses rivales, qu'elle a effleuré l'hégémonie et l'a manquée. Thèbes dépasse toutes les autres cités grecques, mais par l'acharnement des divinités vengeresses et par ses malheurs. C'est le symbole de toutes les causes perdues, de la fortune ennemie. À la fin, elle s'écroule. » Des mots lourds de sens pour leur auteur alors que, à la fin des années 1920, il avoue lutter contre sa misanthropie et cacher son nihilisme dans un journal privé. Tout un symbole qui renvoie aussi à une autre décadence, celle de l'Empire romain mis en scène dans un de ses contes. Bainville, par ce passage en Grèce « où l'on ne voit rien, sinon par la magie du souvenir », s'écarte de l'adage maurrassien affirmant que tout désespoir en politique est une sottise absolue.

Légèreté d'esprit

Se pose néanmoins la question d'un Bainville cosmopolite. Dans le sens aristocratique du terme, il le fut certainement, même si sa pudeur extrême et son humilité l'auraient amené à rejeter le compliment qu'il réservait lui-même aux grandes familles européennes. André Rousseaux a écrit à ce pro-

pos : « Quand les hommes de la Renaissance ont posé les grandes lois de leur culture, ils ont inventé le beau mot d'humanisme. C'est par une démarche du même sens, vers les plus larges horizons de l'esprit, que M. Bainville, fondant une revue, a voulu qu'elle fût appelée la Revue universelle. » ⁵ Derrière le voyage, Bainville cherche sans nul doute la civilisation mais aussi et surtout l'influence française. Ceci est net à l'occasion de son séjour en Russie ou en Italie, mais aussi à Vienne en 1905. Il retrouve dans les rues de la capitale autrichienne les « plaisirs, les mœurs et les modes de Paris ». Il ajoute sans honte : « Ainsi les Viennois compteraient parmi les civilisés ? Nous ne serions plus en Allemagne? » On retrouve le même ton dans ses notes de voyages à Budapest et à Prague. L'Allemagne domine donc ses perceptions et ses préoccupations de voyage. Mais il met dans celles-ci une certaine légèreté d'esprit : il s'amuse et sympathise avec des hommes de lettres hongrois, s'exprime en français pour ne pas être maltraité par des Tchèques...

Bainville voyageur et curieux est de fait l'ambassadeur de cette civilisation française dont Valéry craignait qu'elle disparût. Il faut enfin noter que Bainville n'est jamais allé en Espagne, le seul pays latin qu'il n'aura pas connu et qu'il aurait pourtant aimé découvrir. Son fils Hervé émet d'ailleurs l'hypothèse que la catastrophe de 1940 eût été une opportunité de s'y rendre afin de fuir la menace allemande qui pesait sur lui et sur son oeuvre. Londres, qu'il connaissait très bien, eût pu être une autre option. Nul ne le saura. ■

Christophe Dickès

- 1 Cité par André Rousseaux dans l'ouvrage collectif *Jacques Bainville*, Paris, éd. de la Revue du Capitole, 1927, p. 145. Il s'agit du premier ouvrage consacré à Bainville.
- 2 Bainville parle couramment l'allemand, l'anglais, l'italien et comprend l'espagnol.
- 3 Voir Christophe Dickès, « Notes sur l'esprit public en Russie », Revue d'histoire diplomatique, Paris, Éditions A. Pedone, Tome IV, 1995. 4 Dominique Decherf, Bainville, l'intelligence de l'histoire, pp. 322-323. Au crépuscule du XIX^e siècle, Maurras se convertit au royalisme en Grèce, alors qu'il réalise un reportage sur les Jeux Olympiques. 5 Collectif, Jacques Bainville, Paris, Le Capitole, p. 143.

L'ACTION FRANÇAISE 2000	BULLETIN D'ABONNEMENT	Premier abonnement (un an) ☐ France
✓ Civilité		Abonnement ordinaire
✓ Prénom		□ Un an125 €
✓ Nom		□ Six mois
✓ Adresse		Abonnement de soutien
		□ Un an
		Étudiants, chômeurs,
✓ Code postal		ecclésiastiques
✓ Commune		□ Un an
✓ Téléphone		Outre-mer (un an)
✓ Courriel		□ DOM135 €
		□ TOM165 €
Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de	e la PRIEP à :	Étranger (un an)
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Ch	amps 75001 PARIS	☐ Europe
CCP Paris 1 248 85 A		☐ Autres pays